



Sweden
Sverige



PROGRAMME CONJOINT ONU-ALG

Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des Activités de Coopération Transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma

Rapport de synthèse
2019 - 2021

CONTENTS

04

Brève présentation du projet

06

Résumé analytique

12

Contexte de la mise en œuvre du programme

16

Zones géographiques d'intervention du programme

18

Justification du programme et approche de la mise en œuvre

22

Rapport sur les réalisations et les résultats 2018/19-2021

48

Évaluation de l'impact collectif du programme conjoint

50

Corrections à apporter pour renforcer la mise en œuvre du programme conjoint

53

Gouvernance et gestion du programme

58

Enseignements tirés de la mise en œuvre

59

Actions prioritaires pour 2022

60

Voix du Liptako-Gourma

Copyright © 2022 Programme des Nations Unies pour le développement

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète.

Programme des Nations unies pour le développement
Hub Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Point E, Complexe Citamil, Immeuble E
Dakar - Senegal

Brève présentation du projet

Intitulé du projet	Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des Activités de Coopération Transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma
Agences d'exécution	ALG, CEA, ONU-FEMMES, UNESCO, BIT, ONUDC, UNICEF, HCDH, & PNUD
Agence coordonnatrice	PNUD
Zone cible	Région du Liptako-Gourma du Burkina Faso, du Mali et du Niger (carte détaillée des sites du projet ci-dessous)
Durée du projet	Novembre 2019-décembre 2022
Budget	8 300 000 USD (sur un budget proposé de 12 millions USD pour l'ensemble du programme)
Domaine prioritaire 1	Promotion des cadres institutionnels et juridiques pour une meilleure coopération transfrontalière par le renforcement des mécanismes régionaux, nationaux et locaux
	Résultat 1 : Les capacités de l'ALG sont renforcées afin de coordonner et de promouvoir une approche factuelle des politiques, y compris le partage d'information l'institution a les compétences requises pour s'acquitter de ses fonctions essentielles conformément au mandat renouvelé pour améliorer la coopération transfrontalière dans la région du Liptakogourma Agences d'exécution-ALG, CEA, PNUD
Domaine prioritaire 2	Prévention et résolution des conflits, de l'extrémisme violent et de la criminalité; promotion de l'accès à la justice, des droits humains et de l'État de droit
	Résultat 2 : Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptakogourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Les communautés transfrontalières ont accès à un système de justice criminel ; des mécanismes d'assistance sont disponibles pour les victimes Agences d'exécution - HCDH, ONU-FEMMES, PNUD
	Résultat 3 : Les capacités des autorités et des communautés locales sont renforcées en matière de réconciliation et de cohésion sociale, prévention et de gestion des conflits, de prévention de la radicalisation dans les zones de transfrontalières du Liptakogourma Agences d'exécution - ONU-FEMMES, UNESCO, ONUDC, PNUD
Domaine prioritaire 3	Amélioration de la résilience des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, face aux divers chocs socio-économiques grâce à l'emploi professionnel, à l'accès accru aux services sociaux de base et aux activités génératrices de revenus
	Résultat 4 : Les communautés vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, sont mieux outillés à travers la formation vocationnelle pour l'emploi; et ont un accès accru aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus Agences d'exécution - PNUD, BIT, UNICEF, UNESCO
	Résultat 5 : les capacités techniques et opérationnelles des départements de l'éducation dans les zones du Liptakogourma sont améliorées et adaptées aux situations de crise et à la gestion des risques Agences d'exécution - UNESCO, UNICEF
Domaine prioritaire 4	Renforcement de la résilience au changement climatique, réduction des pénuries de ressources naturelles et gestion des ressources naturelles
	Résultat 6 : les autorités locales ainsi que les communautés bénéficient d'appui logistique et les formations requises pour faire face aux chocs environnementaux et au changement climatique Agences d'exécution - UNESCO, PNUD





Résumé analytique

Le Programme conjoint d'appui à la mise en œuvre des activités de coopération transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma s'inscrit dans le cadre de la réforme des Nations Unies « Unis dans l'action » et a été conçu comme une preuve de principe par les agences des Nations Unies travaillant sur le lien entre l'humanitaire et le développement, en étroite collaboration avec l'Autorité pour le Développement Intégré des États du Liptako-Gourma (ALG) et l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA). La vision globale a été de s'attaquer aux causes profondes ainsi que de renforcer la résilience des communautés vulnérables et difficiles à atteindre dans les zones frontalières de la région du Liptako-Gourma confrontées à l'extrême pauvreté en raison de la précarité sécuritaire et climatique en cours, qui continue de compromettre la paix et la prospérité au Burkina Faso, au Niger et au Mali. Le programme conjoint a été lancé en octobre 2018 et actuellement mis en œuvre par huit agences des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PNUD, l'ONU-FEMMES, le HCDH, l'ONUDC, l'UNESCO, le BIT et la CEA sous le leadership de l'ALG. Pour plus d'efficacité, la mise en œuvre est renforcée par le soutien stratégique en personnel du programme VNU. Le programme conjoint a été lancé avec un financement initial de 8,3 millions de dollars par le biais de la structure du Fonds-en-dépôt multipartenaires (MPTF), le PNUD agissant en tant qu'agent de coordination et de secrétariat.

La mise en œuvre du programme conjoint est axée sur les zones géographiques de la région du Liptako-Gourma qui est à cheval sur les frontières communes du Burkina Faso, du Mali et du Niger. La région du Liptako-Gourma est un vaste territoire couvrant une superficie de 370 000 km² avec une population estimée à plus de 18 millions d'habitants, dont 80 % de jeunes femmes et hommes vivant dans des communautés rurales difficiles d'accès. Ainsi, le contexte de développement de la région est caractérisé par des taux élevés d'analphabétisme et un accès limité aux services sociaux de base. Les inégalités entre les sexes, aggravées par de fortes normes socioculturelles traditionnelles, constituent un fardeau supplémentaire pour les femmes et les jeunes filles de la région; elles ont créé les conditions d'une exclusion totale des femmes dans les processus de prise de décisions en matière de développement qui affectent leur vie, ainsi que des cas extrêmes de violence sexuelle et sexiste. En outre, la fragilité et l'absence de structures de gouvernance ont créé un environnement propice à l'infiltration du crime organisé et aux attaques d'extrémisme violent en cours (inspirées par Al-Qaïda et d'autres réseaux djihadistes). Les multiples attaques de ces réseaux djihadistes et d'acteurs non

étatiques continuent de porter gravement atteinte à la cohésion sociale des communautés et menacent leurs moyens de subsistance en compromettant les activités commerciales et les mouvements transfrontaliers qui, jusqu'ici, constituaient la base de la prospérité de la région.

Le programme conjoint a eu pour but de s'attaquer aux causes profondes des problèmes multidimensionnels de développement et de sécurité humaine décrits ci-dessus. Il comptait y parvenir en renforçant progressivement la résilience des communautés frontalières et en rétablissant la sécurité communautaire afin de contrer les menaces d'insécurité perpétrées par des acteurs non étatiques dans ces communautés frontalières et d'améliorer la situation actuelle. Ainsi, le programme conjoint a été fondé sur la théorie du changement selon laquelle, en s'attaquant aux causes fondamentales de la pauvreté, de l'inégalité et des conflits dans les régions frontalières par le biais de l'autonomisation des femmes et des jeunes, de l'amélioration de l'accès aux services de base, des moyens de subsistance et de la création d'emplois, il est possible de renverser la dynamique des conflits, de stabiliser les communautés, d'améliorer la cohésion sociale, de prévenir les crises et de progresser vers le développement durable, ce qui se traduira par une région pacifique et prospère.

À cette fin, le programme conjoint a aligné ses résultats sur les priorités de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) et de son Plan de soutien pour le Sahel (UNSP), qui est au centre de la réponse internationale des acteurs du développement dans la région du Sahel. Sur le plan stratégique, le programme conjoint s'aligne sur la stratégie suédoise pour le développement au Sahel afin d'amplifier ses résultats au sein de la communauté du développement. Il convient de noter que, dans un souci d'efficacité, le programme conjoint aligne ses actions concrètes sur les priorités stratégiques de l'ALG au niveau du développement local.

Dans son approche, le succès de la mise en œuvre repose sur la définition de résultats collectifs conjoints dès le début, l'analyse conjointe, la planification conjointe, la concentration des efforts sur des zones d'intervention géographiques délimitées et l'appropriation conjointe des résultats par les bénéficiaires communautaires, les autorités locales, l'ALG et les agences de mise en œuvre des Nations Unies. Cette approche a le potentiel de bénéficier du lien entre l'humanitaire et le développement sur le terrain, qui peut être exploité à travers les communautés frontalières pour contribuer à atteindre des impacts de développement régional. Cette approche a été adoptée dans le but d'optimiser les impacts collectifs des agences de l'ONU opérant au niveau local.

De manière générale, le programme conjoint est ambitieux. C'est le premier du genre mis en œuvre dans le cadre de la SINUS avec huit (8) agences des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PNUD, l'ONU-Femmes, le HCDH, l'ONUDC, l'UNESCO, le BIT et la CEA travaillant au niveau régional dans trois pays - Burkina, Mali et Niger. De plus, étant donné le nombre d'agences impliquées, les défis de coordination des agences sont considérables. Et il en va de même pour l'ALG pour la réalisation effective du programme conjoint. Néanmoins, les agences des Nations Unies, en collaboration avec les partenaires et les autorités locales, ont assidûment mis en œuvre des actions concrètes sur le terrain, malgré les conditions de sécurité difficiles.

Résultats ciblés et domaines prioritaires

Les résultats détaillés dans le présent rapport d'activités 2019-2021 sont présentés sous les résultats et les domaines prioritaires ci-après.

Priorité # 1 SINUS/UNSP : «Promotion de la coopération transfrontalière pour la stabilité et le développement»

Domaine prioritaire 1 du programme conjoint : Promotion des cadres institutionnels et juridiques pour une meilleure coopération transfrontalière par le renforcement des mécanismes régionaux, nationaux et locaux

Résultat 1 du programme conjoint : Les capacités de l'ALG sont renforcées afin de coordonner et de promouvoir une approche factuelle des politiques, y compris le partage d'information l'institution a les compétences requises pour s'acquitter de ses fonctions essentielles conformément au mandat renouvelé pour améliorer la coopération transfrontalière dans la région du Liptakogourma

Priorité # 2 SINUS/UNSP : «Prévention et résolution des conflits, de l'extrémisme violent et le crime, et promotion de l'accès à la justice, des droits de l'homme et de l'état de droit»

Domaine prioritaire 2 du programme conjoint: Prévention et résolution des conflits, de l'extrémisme violent et de la criminalité ; promotion de l'accès à la justice, des droits humains et de l'État de droit

Résultat 2 du programme conjoint : Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptakogourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Les communautés transfrontalières ont accès à un système de justice criminel ; des mécanismes d'assistance sont disponibles pour les victimes

Résultat 3 du programme conjoint : Les capacités des autorités et des communautés locales sont renforcées en matière de réconciliation et de cohésion sociale, prévention et de gestion des

conflits, de prévention de la radicalisation dans les zones de transfrontalières du Liptakogourma

Priorité # 3 SINUS/UNSP – «Promotion de la croissance inclusive et équitable et de l'accès aux services sociaux de base»

Domaine prioritaire 3 du programme conjoint: Amélioration de la résilience des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, face aux divers chocs socio-économiques grâce à l'emploi professionnel, à l'accès accru aux services sociaux de base et aux activités génératrices de revenus

Résultat 4 du programme conjoint: Les communautés vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, sont mieux outillés à travers la formation vocationnelle pour l'emploi; et ont un accès accru aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus

Résultat 5 du programme conjoint : les capacités techniques et opérationnelles des départements de l'éducation dans les zones du Liptakogourma sont améliorées et adaptées aux situations de crise et à la gestion des risques

Priorité # 4 SINUS/UNSP : «Renforcement de la résilience au changement climatique et réduction de la pénurie de ressources naturelles»

Domaine prioritaire 4 du programme conjoint: Renforcement de la résilience au changement climatique, réduction des pénuries de ressources naturelles et gestion des ressources naturelles

Résultat 6 du programme conjoint : les autorités locales ainsi que les communautés bénéficient d'appui logistique et les formations requises pour faire face aux chocs environnementaux et au changement climatique.

Points saillants de résultats clés obtenus

À ce stade, les réalisations sont modestes et progressives. Cependant, elles devraient être consolidées en d'éventuels résultats positifs d'ici la fin de la période de mise en œuvre d'octobre 2022, afin de permettre à tous les partenaires de tirer parti des résultats obtenus pour une éventuelle phase 2 du programme conjoint. Les principaux résultats obtenus ont été décrits en détail dans la section 4. Cependant, certains des principaux faits saillants ont été résumés ci-dessous.

Le PNUD fournit un appui à l'ALG pour renforcer son institution en la dotant des compétences et des capacités requises pour mener à bien ses fonctions essentielles, conformément au mandat renouvelé d'amélioration de la coopération transfrontalière dans la région de Liptako-Gourma. Cet appui comprenait la fourniture de

deux véhicules, d'ordinateurs et d'équipements numériques SIG, ainsi que la formation nécessaire à l'utilisation efficace de ces équipements. L'ALG a également bénéficié d'un soutien en matière de communication, notamment en termes de personnel et d'équipement, afin de renforcer ses fonctions de coordination et de partenariat avec les États membres et les partenaires. Afin de s'assurer que l'ALG dispose des capacités requises pour gérer les activités spécifiques prévues dans le cadre du programme conjoint, le PNUD a appuyé l'ALG par le biais d'une microévaluation des lacunes des programmes et des capacités de gestion financière dans le cadre des approches harmonisées de transfert de fonds (HACT) approuvées au niveau mondial. Cela a permis de renforcer les capacités de l'ALG dans les domaines suivants par le biais d'une formation et d'un encadrement sur place: gestion fiduciaire, établissement de cadres de contrôle interne, passation de marchés et procédures opérationnelles standard de gestion des programmes. Sur cette base, l'ALG a pu, pour la première fois depuis sa création, recevoir et comptabiliser de manière adéquate les transferts de fonds pour les activités convenues. Il s'agit d'un pas important vers une responsabilisation fiduciaire et vis-à-vis des résultats.

En outre, pour remplir son mandat de politique basée sur les données factuelles, la CEA a soutenu l'ALG pour entreprendre une étude du profil socio-économique de la région de Liptako-Gourma. L'étude a été entreprise à la demande des États Membres et a impliqué la collecte de données et le renforcement des capacités des trois services statistiques des États Membres - Burkina, Mali et Niger. Le rapport sur le profil socio-économique, qui a découlé de l'étude, a proposé des solutions politiques visant à libérer le potentiel économique et social de la région et, en fin de compte, à améliorer les conditions de vie des populations de la région, en dépit de l'impact désastreux de la sécurité et de la COVID-19. Parmi les solutions politiques clés, figurent la modernisation de l'agriculture afin de tirer parti des perspectives de la chaîne de valeur complète, le développement du marché et des infrastructures pour le commerce intercommunal et les liens avec l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine, l'amélioration du financement des services de base et la correction des lacunes fiscales pour faire face au coût du financement de la gestion des personnes déplacées dans les territoires frontaliers. Les résultats de l'étude continueront de guider les interventions en cours du programme conjoint.

Les lacunes en matière de gouvernance et d'État de droit restent un défi dans la région de Liptako-Gourma. Le faible niveau d'engagement institutionnel de l'État dans le domaine de l'État de droit, de la justice et de la défense des droits humains affecte la confiance entre les différents groupes communautaires, la cohésion sociale et la sécurité

des communautés. Le programme conjoint contribue à pallier ce problème grâce au travail du HCDH et de l'ONUDC avec les autorités administratives locales pour renforcer les systèmes judiciaires locaux et les mécanismes de défense dans la région de Liptako-Gourma, afin de permettre aux communautés transfrontalières d'accéder à un système judiciaire pénal et de fournir des mécanismes de ressources aux victimes qui cherchent de l'aide. En outre, l'ONU-FEMMES apporte une réponse aux incidences de la violence basée sur le genre (VBG). Aujourd'hui, 61 femmes et filles survivantes de cette violence ont été formées au soutien psychosocial au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Par ailleurs, plus de 40 campagnes communautaires d'information et de sensibilisation sur l'élimination des violences basées sur le genre ont été menées dans les communes d'intervention au Mali, ainsi que 44 émissions de radio communautaire touchant plus de 10 000 personnes, et 3 tables rondes impliquant plusieurs communautés. Pour renforcer davantage le travail des systèmes judiciaires au nom des communautés transfrontalières, les gouverneurs de l'ALG prévoient d'organiser une réunion régionale de haut niveau des acteurs de la justice sur la question de l'accès à la justice dans un contexte de crise sécuritaire dans la région de Liptako-Gourma.

En effet, la situation sécuritaire actuelle a eu un impact sur la sécurité des communautés dans la plupart des zones rurales transfrontalières. La nature des problèmes de sécurité, notamment à travers la caractérisation clanique et tribale, a conduit à des conflits communautaires, à la méfiance et à une faible cohésion sociale. À tel point que les infrastructures sociales qui, pendant plusieurs siècles, ont existé au sein des tribus prédominantes d'agriculteurs et d'éleveurs sont désormais menacées par des conflits incessants et la radicalisation des jeunes par des groupes armés non étatiques. Pour remédier à cette situation, le PNUD, l'ONUDC, l'ONU-FEMMES et l'UNESCO travaillent en collaboration avec les communautés locales, les groupes tribaux d'agriculteurs et d'éleveurs, les groupes de jeunes, les groupes de femmes et les autorités locales concernées dans les domaines d'intervention de la réconciliation, de la cohésion sociale, de la prévention de la radicalisation et de la gestion des conflits dans les communautés transfrontalières. L'ONU-FEMMES a renforcé les capacités de 170 femmes médiatrices de paix et a construit deux foyers de paix (Peace Huts) à Koro et Douentza (Mali) et deux autres à Bankilaré et Téra (Niger) pour la résolution des conflits par médiation, les dialogues de paix et pour aborder les questions cruciales de l'autonomisation des femmes et de la violence basée sur le genre. En outre, 100 femmes touchées par cette violence ont reçu des équipements et des outils leur permettant de développer leurs propres activités génératrices de revenus dans des projets socio-économiques pastoraux et agricoles.



L'UNESCO a organisé des formations pour 90 journalistes en partenariat avec le Réseau Inter Africain pour les Femmes, Médias, Genre et Développement (FAMEDEV) basé dans la région de Liptako-Gourma et leur a fourni des supports sur la gestion et la prévention des conflits afin qu'ils puissent s'engager dans des campagnes de sensibilisation à la paix et à la sécurité dans la région de Liptako-Gourma. Afin d'aborder les problèmes de radicalisation chez les jeunes, en particulier dans les prisons, l'ONUSC a organisé des formations pour 30 agents pénitentiaires de la région afin qu'ils puissent détecter les signaux d'alerte de la radicalisation et s'engager dans des campagnes de déradicalisation. Les campagnes de l'ONUSC dans les prisons ont été soutenues par des radios communautaires renforcées par l'UNESCO dans le cadre de ses campagnes de paix.

Pour apporter des solutions aux problèmes liés au chômage et aux moyens de subsistance dans le cadre des conflits, le PNUD a doté de moyens 350 femmes et jeunes à Tilabéri et Terra en créant des coopératives agroalimentaires, soutenues par des plateformes multifonctionnelles pour la production de bout en bout de la chaîne de valeur du moringa et des produits maraîchers. Cette initiative inclut un soutien au conditionnement ainsi que la construction d'un magasin d'exposition pour la gamme de produits de marque vendus sur les marchés régionaux de Tilabéri et de Mangainze, à deux heures de route de la frontière malienne. Pour assurer une gestion efficace, les groupes coopératifs ont reçu des formations de gestion sur mesure, généralement dispensées dans les langues locales pour être assimilées. Les modules abordés comprenaient la planification, l'organisation, la comptabilité, les programmes d'entretien et l'épargne. Ces modules s'ajoutent aux aspects de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale sensibles aux conflits.

En outre, le BIT a fourni un appui au renforcement des capacités pour l'intégration future de 300 jeunes déplacés internes, dont 178 jeunes femmes et 122 jeunes hommes. Le BIT leur a fourni des kits/outils de travail (seaux, plats, brouettes, arrosoirs, pioches, pelles, gants, abreuvoirs, etc.) pour permettre à certains d'entre eux de produire des tomates,

des pommes de terre et des oignons et à d'autres de pratiquer l'engraisement des bovins et des ovins. Les 300 jeunes sont issus de familles démunies. La plupart ont fui les attaques terroristes contre leurs villages à la frontière entre le Burkina et le Niger pour se réfugier dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma. À l'issue des formations, des kits minimums et des formations en techniques commerciales ont été fournis aux bénéficiaires afin qu'ils puissent créer leur propre entreprise.

Au terme de la période couverte par le présent rapport, il est clair que la mise en œuvre du programme conjoint, y compris les résultats obtenus, a été confrontée à plusieurs défis, notamment l'accès sécurisé et l'impact de la COVID-19 dans les zones rurales difficiles à atteindre. Plusieurs leçons ont été tirées pour des améliorations continues en vue de l'achèvement de la phase 1 du programme conjoint. Ci-après quelques-unes de ces principales leçons :

- La nécessité de renforcer les synergies, la coordination sur le terrain pour améliorer les résultats et les impacts chez les bénéficiaires.
- La nécessité de renforcer la visibilité du programme conjoint, notamment auprès des autorités locales et des communautés.
- La nécessité de renforcer la coordination entre les autorités locales, les autres partenaires sur le terrain et les agences des Nations Unies sous la direction de l'ALG. À cette fin, il a été proposé d'établir des plateformes de coordination dans chaque pays.
- La nécessité de renforcer le suivi, la planification et l'analyse conjoints pour renforcer l'intégrité du programme conjoint et optimiser la cohérence, les synergies et la complémentarité des agences d'exécution.
- La nécessité d'élargir le partenariat pour la mise en œuvre des activités, notamment avec la société civile et d'autres organisations communautaires, afin de renforcer les synergies des résultats et des impacts des activités similaires au nom des communautés bénéficiaires.

Contexte de la mise en œuvre du programme



La mise en œuvre du programme conjoint est tributaire de l'évolution rapide des contextes géopolitique, socio-économique et sécuritaire dans la région de Liptako-Gourma. Située entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la région du Liptako-Gourma couvre spécifiquement une superficie de 370 000 kilomètres carrés. Plus de 80 % de sa population vit en milieu rural. La région est confrontée à de multiples perturbations qui se renforcent mutuellement et menacent sa stabilité et ses perspectives de développement. Bien que la situation en matière de sécurité soit fluide et varie considérablement d'une localité à l'autre, il convient de souligner que la situation générale en matière de sécurité, en termes de nombre de victimes et de populations déplacées par la force, s'est détériorée et s'est déplacée vers le sud au cours des trois dernières années. La détérioration de la situation sécuritaire continue de compromettre les services de base, notamment l'éducation, et contribue à l'augmentation des niveaux d'insécurité alimentaire. Ainsi, même si le PIB a régulièrement augmenté de 3,7 % en moyenne dans les pays de l'ALG, il en va de même pour l'insécurité alimentaire et la perception par les populations locales de la détérioration des moyens de subsistance. Ces griefs, qui sont eux-mêmes aggravés par la croissance démographique exponentielle, la COVID-19 et le changement climatique, contribuent à une perte de confiance vis-à-vis des institutions et des processus publics, créant ainsi les conditions de réactions extrêmes et populistes.

Cependant, bien que les contextes sécuritaires, sociaux et de développement actuels de la région du Liptako-Gourma se soient détériorés depuis le début du programme conjoint, la situation actuelle confirme encore sa pertinence. En effet, les évolutions récentes de la situation aux niveaux national, régional et international, qui ont contribué à un ensemble complexe, multidimensionnel et interconnecté de défis dans la région du Liptako-Gourma, donnent du crédit à l'importance des

résultats et des activités conçus pour améliorer la situation par le biais du programme conjoint.

Une autre dynamique qui caractérise le contexte de mise en œuvre du programme est la récente série de coups d'État (et de tentatives) ainsi que les défis sociopolitiques qui menacent désormais l'ordre constitutionnel. Le Mali a connu deux coups d'État en moins d'un an (18 août 2020 et 24 mai 2021). Au Niger, une tentative de coup d'État a été déjouée deux jours avant l'investiture du Président élu de l'époque, Mohamed Bazoum, en mars 2021. Au Burkina Faso, le ressentiment populaire à l'encontre de la présence de l'armée française a conduit à une émeute dans la ville de Kaya en novembre 2021, débordant sur la région voisine de Tillabery au Niger plus tard dans l'année. Les tensions diplomatiques ont monté dramatiquement en 2021, le Mali rompant ses liens militaires avec la France en juin 2021. La France a officiellement déclaré un retrait progressif de ses 5 000 soldats en appui aux forces de sécurité du Sahel dans la région.

La dynamique des conflits prolongés dans la région ne montre aucun signe d'apaisement. Selon les données du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), les régions cibles des trois pays ont connu 1 634 cas de violence contre des civils, avec 3 648 victimes, entre novembre 2019 (date à laquelle le programme conjoint a été officiellement lancé) et décembre 2021. Et ce, sans compter les autres formes de violence, telles que les batailles impliquant les forces de sécurité et de défense, les émeutes et les événements non identifiés. Les urgences humanitaires se sont prolongées et prennent des proportions alarmantes. Selon les estimations, plus de 7,5 millions de personnes ont eu besoin d'une aide d'urgence dans la région en 2020. La recrudescence de la violence est due en grande partie à la ruée vers les ressources naturelles dans les zones rurales, ce qui entraîne des affrontements entre les

agriculteurs, les éleveurs et la population en général. Le cycle de violence des groupes armés et des conflits intercommunautaires, d'une part, et la faible présence des autorités locales et des forces de sécurité et de défense, d'autre part, se renforcent mutuellement. Les attaques des groupes armés ont un impact négatif sur les infrastructures communautaires et menacent les moyens de subsistance des communautés, en particulier dans les zones transfrontalières. Un exemple d'une telle attaque s'est récemment produit le 5 juin 2021, où un massacre dans la ville de Solhan a fait près de 160 morts, représentant l'attaque la plus meurtrière depuis le début de l'insurrection au Burkina Faso.

L'escalade de la violence a également provoqué des déplacements internes, avec près de 2,5 millions de personnes déplacées au Burkina Faso, au Mali et au Niger, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les communautés d'accueil et pèse sur les ressources disponibles. Les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et l'eau, l'assainissement et l'hygiène ont été gravement perturbés par l'augmentation des flux migratoires. Selon l'UNICEF, l'insécurité et d'autres causes ont entraîné la fermeture de 1533 écoles au Mali depuis novembre 2020, avec 459 900 enfants et 9 198 enseignants affectés dans les régions de Ségou, Mopti, Douentza, Gao, Ménaka, Tombouctou, Kidal, et Koulikoro, Sikasso.

DÉFIS SUPPLÉMENTAIRES

La région est également confrontée à une crise de sécurité alimentaire imminente, avec la flambée des prix des denrées alimentaires et la lenteur de la relance économique, qui exercent une pression énorme sur le tissu social. Selon les prévisions, 38 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire dans l'ensemble de la région du Sahel occidental pendant la période de soudure de 2022 (entre juin et août), soit une augmentation de 22 % par rapport à l'année dernière, ce qui risque de dégénérer en une crise de développement comme celle qui a suivi la pandémie de COVID-19. En effet, le déficit de production dans la région a fait grimper le prix des aliments produits localement. Dans le même temps, les prix des produits alimentaires importés tels que le riz, le blé, le sucre, l'huile et le maïs atteignent un niveau record, en raison de la hausse des marchés internationaux, des coûts de transport et des barrières commerciales.

Outre la crise sécuritaire, l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 a érodé les acquis en matière de développement, augmenté la pauvreté et entraîné des problèmes de sécurité humaine. La fermeture des frontières a affecté les petits commerçants qui dépendent de la mobilité pour leur subsistance. L'impact sanitaire de la crise, bien que statistiquement moins important que dans d'autres régions du monde, ne peut être ignoré - plus de 50 000 cas ont été signalés, avec plus de 1000 décès dans les trois pays. La COVID-19, comme dans de nombreux pays, a aggravé ce qui était déjà une crise de protection, car la violence basée sur le genre continue d'augmenter dans la région. En 2020, on a constaté une augmentation du nombre de cas signalés de femmes et de filles

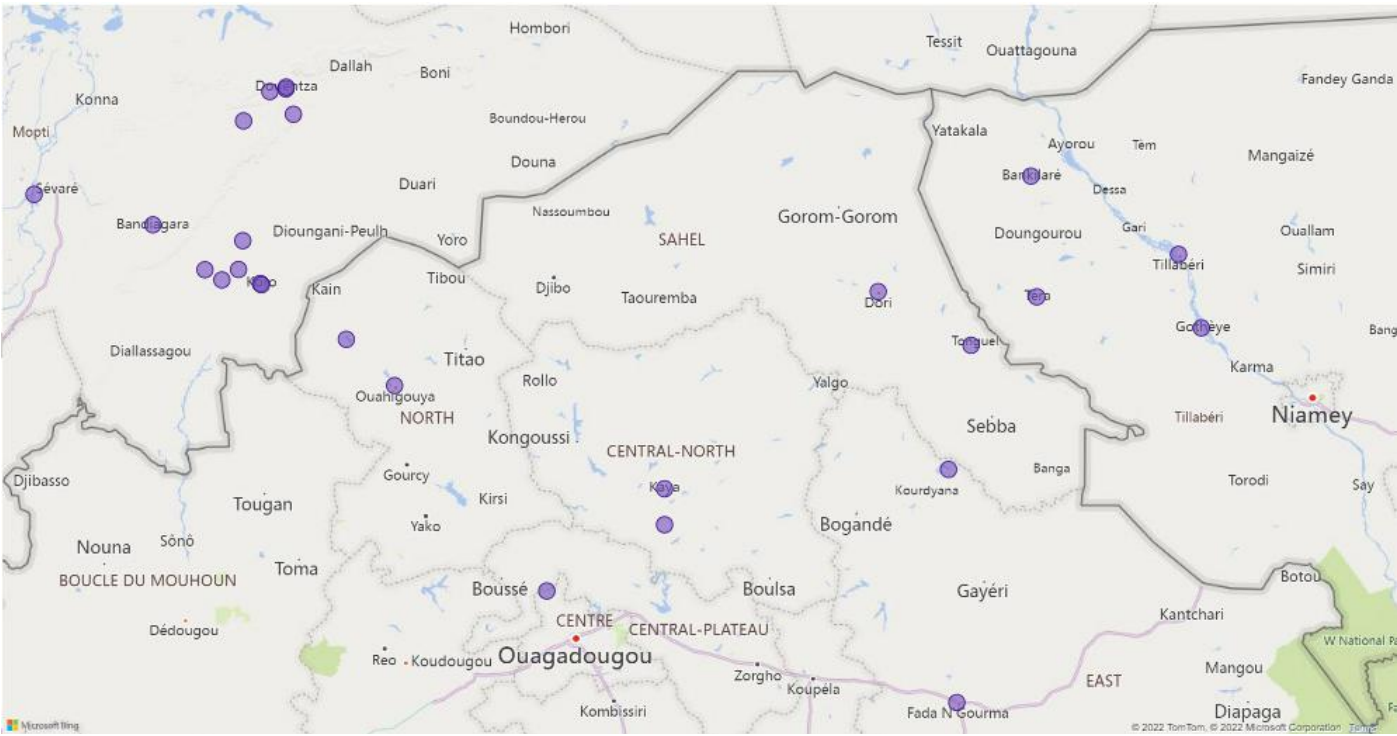
enlevées ou agressées sexuellement, notamment dans la région de Mopti au Mali où plus de 1000 cas ont été enregistrés dans la zone jusqu'à présent en 2020. Ce chiffre ne tient pas compte du « nombre inconnu » de cas non signalés, car les filles et les jeunes femmes restent vulnérables dans les crises et les situations d'urgence, principalement en raison d'une double discrimination fondée sur l'âge et le sexe, ainsi que de normes sociales préjudiciables. Selon les conclusions de l'étude d'impact de la COVID-19 de la CEDEAO, de la CEA et du PAM en Afrique de l'Ouest (2021), les mesures de restriction mises en œuvre en 2020 ont eu un impact significatif sur les conditions socio-économiques des ménages, affectant les activités génératrices de revenus de manière générale, ainsi que l'inflation et les prix alimentaires. En 2021, bon nombre des mesures de restriction de l'année 2020 avaient été entièrement levées, y compris la réouverture des écoles. Néanmoins, les contrecoups des restrictions sur la vie socio-économique des populations d'Afrique de l'Ouest se font toujours sentir. Les acquis difficilement obtenus en matière de réduction de la pauvreté commencent à afficher des tendances négatives, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour augmentant de 2,3 % en 2020 et de 2,9 % en 2021.

Dans l'ensemble, les contextes de développement, de sécurité et de politique rapidement changeants et troubles décrits ci-dessus ont été à la trame sous laquelle s'est déroulée la mise en œuvre du programme conjoint. Ceci en plus de la COVID-19 en 2019 impliquant l'arrêt de toutes les activités du programme conjoint pendant une année entière pour reprendre un plan accéléré en 2021.



Zones géographiques d'intervention du programme

L'un des principaux domaines d'efficacité du programme conjoint a été sa conception visant à maximiser les impacts par la délimitation de zones géographiques d'intervention au niveau des communes pour se consacrer aux interventions conjointes des agences des Nations Unies. Initialement, les zones d'intervention ont été largement sélectionnées sur la base de l'étude de résilience OCHA/UNICEF/OCDE. Cependant, pour faciliter la mise en œuvre, les agences des Nations Unies ont opéré une analyse interne plutôt qu'une analyse conjointe afin de sélectionner les communes ciblées pour obtenir des résultats collectifs. La carte 1 ci-dessous montre les communes et villages actuels ciblés pour la mise en œuvre du programme conjoint.

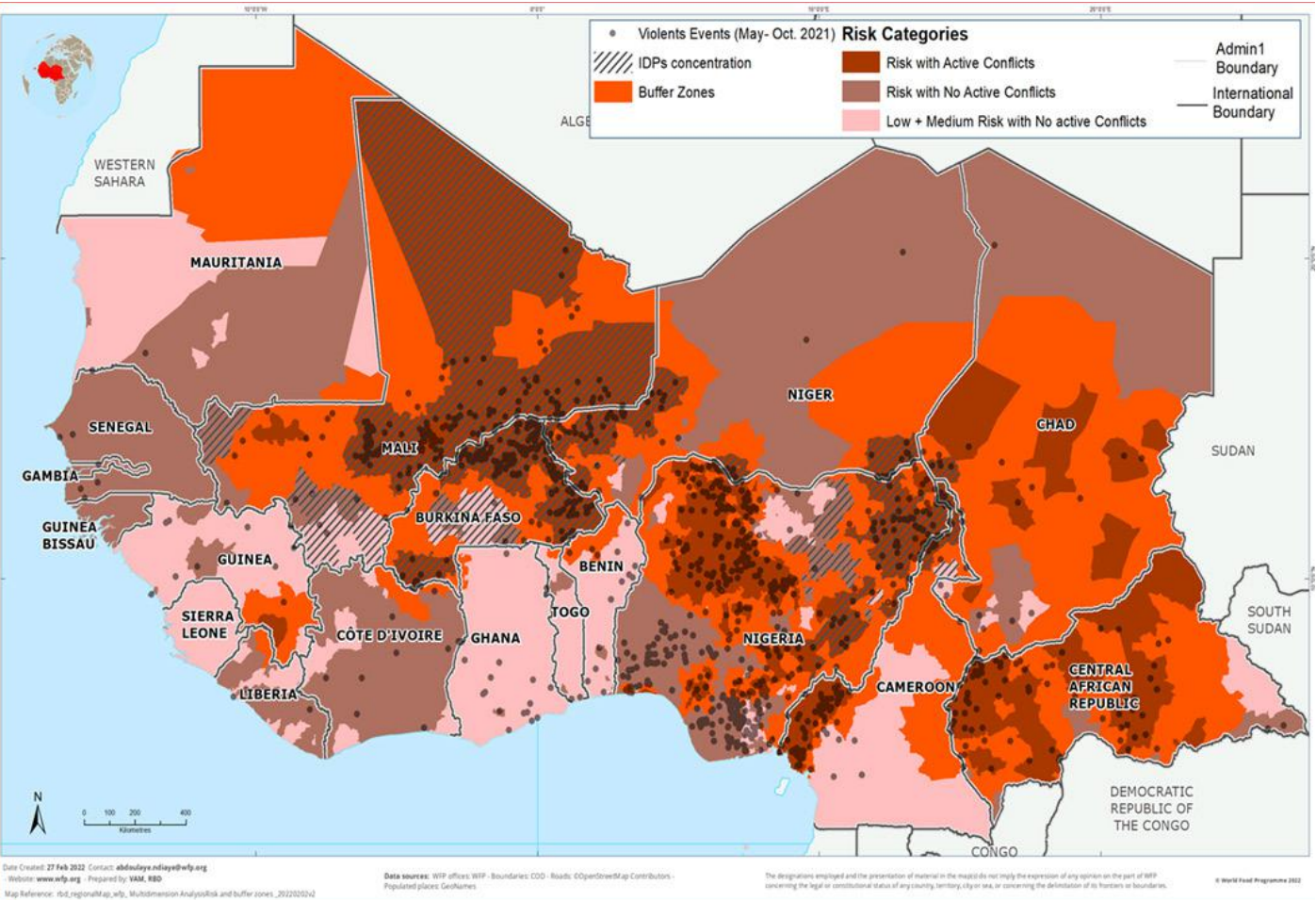


Insérer : Une carte des communes d'intervention actuelles
Boundoré, Falagountou, Mansila, Markoye, Sampelga, Seytenga, Tankougounadié, Tin-Akoff et Titabé.
Bankilaré, Dargol, Diagourou, Gorouol, Gotheye, Kaya, Kokoro Fada Ngourma, Mehanna, Tilaberi et Terra.
Douentza, Koro, Mondoro, Mopti et Thiou.
Songodin, dans la commune de Boussouma, Région du Centre-Nord (localité de Kaya).
Sambtenga et Bogoya, dans la commune de Ouahigouya.

NOTE D'EXCEPTION

- En raison des problèmes de sécurité et d'accès, la mise en œuvre des activités n'a pas couvert (i) la bande frontalière entre la Région de Tillabéri et la zone orientale du Burkina (ii) les bandes frontalières entre le Mali et le Niger (le corridor de coopération transfrontalière sur l'axe Ayorou-Ouatagouna comprenant les villages de Koutougou, Labezzanga, Kongokiré).
- Une décision exceptionnelle a été prise, soutenue par l'ALG, sur la base d'une décision de haut niveau des chefs d'État, d'inclure des activités axées sur les personnes déplacées fuyant les attaques d'extrémisme violent du Burkina-Mali et du Burkina-Niger. Ainsi, des formations professionnelles et éducatives transversales ont été proposées par le BIT et l'UNESCO aux jeunes femmes et hommes déplacés installés à Kaya, Fada Ngourma, Djibo et Ouahigouya.

Situation actuelle de la sécurité dans la région du Sahel, notamment les zones d'intervention du programme conjoint. Cela montre qu'en dépit de la propagation des conflits et de l'insécurité, les zones d'intervention du programme conjoint contribuent à maintenir la résilience dans les « zones tampons ».



Justification du programme et approche de la mise en œuvre

Le Programme conjoint d'appui à la mise en œuvre des activités de coopération transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma s'inscrit dans le cadre de la réforme des Nations Unies « Unis dans l'action » et a été conçu comme une preuve de principe par les agences des Nations Unies travaillant sur le lien entre l'humanitaire et le développement, en étroite collaboration avec l'Autorité pour le Développement Intégré des États du Liptako-Gourma (ALG) et l'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA). La vision globale a été de renforcer la résilience des communautés vulnérables et difficiles à atteindre dans les zones frontalières confrontées à des menaces continues pour la sécurité dans la région du Sahel, exacerbées par des facteurs environnementaux et climatiques ; y compris l'effet de débordement de la crise malienne, qui ne cesse d'affecter la paix et la sécurité au Burkina Faso, au Niger et dans d'autres pays voisins. Le programme conjoint a été lancé en octobre 2018 et est maintenant mis en œuvre par l'UNICEF, le PNUD, l'ONU-Femmes, le HCDH, l'ONUDC, l'UNESCO, le BIT et la CEA avec l'appui en personnel du programme VNU ; aux côtés de l'Autorité de Liptako-Gourma (ALG) en tant que bénéficiaire principal. Le programme conjoint a été lancé avec un financement initial de 8,3 millions de dollars par le biais de la structure du Fonds-en-dépôt multipartenaires (MPTF), le PNUD agissant en tant qu'agent de coordination et de secrétariat.

La mise en œuvre du programme conjoint s'est opérée dans des contextes sécuritaires, de développement, socio-économiques et politiques multidimensionnels en évolution rapide, ainsi que dans le contexte des effets continus de la COVID-19. En particulier, la combinaison de plusieurs facteurs, notamment l'extrémisme violent, la vulnérabilité, l'exclusion, l'augmentation de la pauvreté et l'exacerbation de la sécurité climatique, a sous-tendu les risques sécuritaires liés à la mise en œuvre du programme et aux résultats obtenus. En outre, le contexte actuel est marqué par la position continue des pays du Liptako-Gourma au bas du classement de l'indice de développement humain (IDH). Sur 189 pays, le Mali est classé 184e, le Burkina Faso 182e et le Niger 189e, avec près de 80 % de la communauté transfrontalière de 17 millions de personnes confrontées à la pire forme de pauvreté. De même, alors que l'espérance de vie moyenne mondiale est de 72,6 ans, elle n'est que de 60,8 ans dans la région de Liptako-Gourma, et les taux d'espérance de vie les plus bas concernent la région du Sahel au Burkina Faso (56,1 ans) et la région de Tombouctou au Mali (57,2 ans). Les défis socio-économiques permanents résultent en partie d'une faible diversification, d'une production agropastorale basée sur des techniques de production inefficaces, d'une faible gestion des ressources naturelles, de la prédominance des secteurs informels et d'une économie de subsistance - essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage et la pêche artisanale - qui ne parvient pas à satisfaire les besoins alimentaires des populations locales. De même, l'accès aux services de base - eau potable, assainissement, santé et éducation - est limité et la qualité souvent médiocre ; dans les régions centrales du Mali (Mopti et Ségou), par exemple, les populations locales déclarent que les écoles ne sont pas fonctionnelles, que les centres de santé communautaires manquent de ressources humaines et matérielles et que les tribunaux manquent de personnes compétentes. Tous ces problèmes sont aggravés par la mauvaise gouvernance et la faible présence de l'État dans les provinces rurales très peuplées, ce qui se traduit par plusieurs décennies de mauvaise prestation et/ou de manque d'accès aux services de base. Ainsi, ces défis en matière de sécurité humaine et de développement ont constitué la pierre angulaire de l'objectif global du programme conjoint.

Le programme conjoint a eu pour but de s'attaquer aux causes profondes des défis multidimensionnels de développement et de sécurité humaine décrits par le renforcement progressif de la résilience des communautés frontalières et le rétablissement de la sécurité communautaire pour lutter contre les menaces d'insécurité perpétrées par des acteurs non étatiques sur ces communautés frontalières et les améliorer. Ainsi, le programme conjoint a été fondé sur la théorie du changement selon laquelle en s'attaquant aux causes fondamentales de la pauvreté, de l'inégalité et des conflits dans les régions frontalières par l'autonomisation des femmes et des jeunes, l'amélioration de l'accès aux services de base, les moyens de subsistance et la création d'emplois, il est possible d'influencer la dynamique des conflits, de stabiliser les communautés, d'améliorer la cohésion sociale, de prévenir les crises et de progresser vers le développement durable, ce qui se traduira par une région pacifique et prospère.



À cette fin, le programme conjoint a aligné ses résultats sur les priorités de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) et de son Plan d’appui des Nations Unies pour le Sahel (UNSP), qui est au centre de la réponse internationale des acteurs du développement dans la région du Sahel. Sur le plan stratégique, le programme conjoint s’aligne sur la stratégie suédoise pour le développement au Sahel afin d’amplifier ses résultats au sein de la communauté du développement. Il convient de noter que, dans un souci d’efficacité, le programme conjoint aligne ses actions concrètes sur les priorités stratégiques de l’ALG au niveau du développement local.

Dans son approche, le succès de la mise en œuvre repose sur la définition de résultats collectifs conjoints dès le début, l’analyse conjointe, la planification conjointe, la concentration des efforts sur des zones d’intervention géographiques délimitées et l’appropriation conjointe des résultats par les bénéficiaires communautaires, les autorités locales, l’ALG et les agences de mise en œuvre des Nations Unies. Cette approche a le potentiel de bénéficier du lien entre l’humanitaire et le développement sur le terrain, qui peut être exploité à travers les communautés frontalières pour contribuer à atteindre des impacts de développement régional. Cette approche a été adoptée dans le but d’optimiser les impacts collectifs des agences de l’ONU opérant au niveau local.

A ce jour, l’application de l’approche collective conjointe a été plus réussie dans le cercle du Mali qu’au Burkina et au Niger. Au Mali, notamment dans les zones géographiques de Mopti, Koro et Douentza, les agences des Nations Unies chargées de la mise en œuvre sont en mesure de coordonner leurs actions sur le terrain par le biais d’un processus systématique d’analyse conjointe, de planification et de répartition des tâches afin de renforcer les synergies et la cohérence des résultats. Le succès de cette démarche repose sur la mise en place d’une structure de coordination active dirigée par un responsable de terrain Nexus et les bureaux respectifs des maires. Ceci est soutenu par un plan d’action consolidé développé avec les autorités locales qui sont suivies de manière cohérente ; et renforcé par un accès sécurisé au terrain avec l’aide des forces de la MINUSMA. Ainsi, la différence fondamentale dans le succès de l’approche conjointe du Mali est l’existence d’une structure de coordination qui fonctionne bien, soutenue par les autorités locales et renforcée par l’application cohérente des plans d’action développés sur la base de la division du travail. Cette leçon sera appliquée au Burkina et au Niger pour renforcer les approches collectives de JP dans ces milieux de la région de Liptakogourma

De manière générale, le programme conjoint est ambitieux. C’est le premier du genre mis en œuvre sous l’égide de l’UNISS avec huit (8) agences de l’ONU, notamment l’UNICEF, le PNUD, l’ONU-Femmes, le HCDH, l’ONUDC, l’UNESCO, le BITet la CEA travaillant au niveau régional dans trois pays - Burkina, Mali et Niger. De plus, étant donné le nombre d’agences impliquées, les défis de coordination des agences de l’ONU sont considérables. Et il en va de même pour l’ALG pour la réalisation effective du programme conjoint. Néanmoins, les agences de l’ONU, en collaboration avec les partenaires et les autorités locales, ont assidûment mis en œuvre des actions concrètes sur le terrain, malgré les conditions de sécurité difficiles. À ce stade, les réalisations sont modestes et progressives. Cependant, elles devraient être consolidées en d’éventuels résultats positifs d’ici la fin de la période de mise en œuvre d’octobre 2022, afin de permettre à tous les partenaires de tirer parti des résultats obtenus pour une éventuelle phase 2 du programme conjoint.

Le résumé des principaux résultats et des contributions respectives de chaque agence d’exécution est présenté dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Résultats du programme conjoint et agences d’exécution respectives	
Résultats	Agences d’exécution
Résultat/produit 1 : Les capacités de l'ALG sont renforcées afin de coordonner et de promouvoir une approche factuelle des politiques, y compris le partage d'information l'institution a les compétences requises pour s'acquitter de ses fonctions essentielles conformément au mandat renouvelé pour améliorer la coopération transfrontalière dans la région du Liptakogourma.	CEA, PNUD
Résultat/produit 2 : Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptakogourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Les communautés transfrontalières ont accès à un système de justice criminel ; des mécanismes d'assistance sont disponibles pour les victimes	HCDH, ONUDC, PNUD, ONU-Femmes
Résultat/produit 3 : Les capacités des autorités et des communautés locales sont renforcées en matière de réconciliation et de cohésion sociale, prévention et de gestion des conflits, de prévention de la radicalisation dans les zones de transfrontalières du Liptakogourma	ONUDC, UNESCO, PNUD
Résultat/produit 4 : Les communautés vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, sont mieux outillés à travers la formation vocationnelle pour l'emploi; et ont un accès accru aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus	PNUD, BIT, UNICEF, UNESCO
Résultat/produit 5 : les capacités techniques et opérationnelles des départements de l'éducation dans les zones du Liptakogourma sont améliorées et adaptées aux situations de crise et à la gestion des risques	UNESCO, UNICEF
Résultat/produit 6 : Les autorités locales ainsi que les communautés bénéficient d'appui logistique et les formations requises pour faire face aux chocs environnementaux et au changement climatique.	UNESCO, PNUD



Rapport sur les réalisations et les résultats 2018/19-2021

Le présent document fournit un rapport détaillé des réalisations du programme conjoint depuis son lancement en 2018/2019 jusqu'en 2021. Les résultats rapportés reposent sur les activités menées individuellement par les agences sur la base de leurs mandats et de la répartition convenue des tâches par contribution aux résultats. Il convient de noter que si cette approche est efficace pour permettre à chaque agence de se concentrer et d'accélérer les activités en tant que contribution aux résultats collectifs convenus, elle n'a pas été en revanche efficace pour assurer naturellement les synergies et la complémentarité comme l'exige le principe du programme conjoint pour maximiser les résultats par l'efficacité et la cohérence. Cette question sera approfondie dans la section « Enseignements tirés de la mise en œuvre ». Néanmoins, il est également important de souligner que les résultats présentés au cours de cette période du rapport ont été démontrés au niveau des résultats/produits en vue d'analyser la mesure dans laquelle ils contribuent aux impacts au niveau des résultats vers la fin de la période du programme d'octobre 2022. Les principaux résultats en fonction des six résultats/produits sont présentés ci-dessous.

RÉSULTATS 1:

Résultat 1 : Les capacités de l'ALG sont renforcées afin de coordonner et de promouvoir une approche factuelle des politiques, y compris le partage d'information l'institution a les compétences requises pour s'acquitter de ses fonctions essentielles conformément au mandat renouvelé pour améliorer la coopération transfrontalière dans la région du Liptakogourma.

01 Résultats liés au domaine prioritaire 1 du programme conjoint: Promotion des cadres institutionnels et juridiques pour une meilleure coopération transfrontalière par le renforcement des mécanismes régionaux, nationaux et locaux.

Ce résultat vise à apporter des solutions aux problèmes de développement liés aux mécanismes de coordination régionale, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités de l'ALG à coordonner et à promouvoir une approche axée sur les résultats en matière de politique et de prise de décision dans la région du Liptako-Gourma. L'approche axée sur les résultats devait permettre à l'institution de remplir ses fonctions essentielles conformément à son mandat renouvelé et de s'adapter à l'évolution des situations de crise régionales et internationales. Les activités relatives au résultat 1 se sont donc concentrées sur le renforcement des capacités de l'ALG à coordonner et à promouvoir une approche de politique axée sur des données factuelles, ainsi qu'à s'assurer que l'institution dispose des compétences requises pour remplir ses fonctions essentielles et son mandat renouvelé, tout en s'adaptant à l'évolution des crises régionales et de la situation sécuritaire. La coordination et l'intervention conjointe du PNUD, de l'UNICEF et de la CEA ont permis d'atteindre les résultats escomptés. Les principales réalisations sont présentées ci-dessous.

SIG et, capacités de soutien à la coordination du programme

Le PNUD a apporté son soutien à l'ALG pour renforcer son institution avec les compétences et les capacités requises pour mener à bien ses fonctions principales conformément au mandat renouvelé d'améliorer la coopération transfrontalière dans la région de Liptako-Gourma. Ce soutien comprenait l'achat de deux véhicules et d'ordinateurs. L'ALG a également bénéficié d'un soutien en matière de communication, notamment en termes de personnel et d'équipement, afin de renforcer ses fonctions de coordination et de partenariat avec les États membres et les partenaires. Pour renforcer ses capacités d'analyse et de coordination, le PNUD a fourni à l'ALG des systèmes SIG, ainsi que la formation technique requise pour le personnel concerné dans les unités de décentralisation et de coopération transfrontalière. Jusqu'ici, l'unité SIG a fonctionné avec moins d'efficacité en raison de la rotation du personnel technique dont les postes n'ont pas été pourvus. En outre, les capacités de coordination, notamment l'expertise en matière de suivi et d'évaluation, envisagées au début du programme n'ont pas été remplies; l'ALG a plutôt fait appel à des capacités internes pour jouer ces rôles, avec des résultats moins optimaux. En conséquence, l'ALG n'a pas été en mesure d'assurer efficacement la coordination stratégique globale des activités sur le terrain pour le programme conjoint, compte tenu notamment de la complexité de l'ampleur du projet, qui implique huit agences des Nations Unies dans trois pays limitrophes. Pour y remédier, les capacités de l'ALG seront renforcées en priorité. Les capacités spécifiques qui seront prioritaires comprendront un spécialiste de la coordination du programme, un analyste du S&E et de l'ALG, un spécialiste des partenariats et de la communication. En termes de gestion de programme et de capacité fiduciaire, le PNUD a appuyé l'équipe de coordination de l'ALG à travers un processus de microévaluation. Ce processus a été réalisé par l'évaluation des lacunes de capacités existantes, dans le cadre des approches harmonisées de transfert de fonds (HACT) approuvées au niveau mondial. Les capacités de l'ALG dans les domaines suivants ont été renforcées par une formation et un encadrement sur place : gestion fiduciaire, établissement de cadres de contrôle interne, passation de marchés et procédures opérationnelles standard de gestion de programme. Sur cette base, l'ALG a été en mesure, pour la première fois, de recevoir et de comptabiliser de manière adéquate les transferts de fonds pour les activités convenues. Il s'agit d'un pas important vers une responsabilisation fiduciaire et vis-à-vis des résultats.

Capacités pour la production de rapports sur le profil socio-économique et la prise de décision axée sur les résultats

Dans le cadre du renforcement des capacités de l'ALG en matière d'analyse prospective et de prise de décision politique fondée sur des données factuelles, la CEA a apporté un appui à l'ALG pour entreprendre une étude du profil socio-économique de la région de Liptako-Gourma. Cette étude a été entreprise à la demande des États membres et a impliqué la collecte de données et le renforcement des capacités des trois services statistiques des États membres - Burkina, Mali et Niger. Le rapport contient une analyse de la situation socio-économique et de la dynamique de la région de Liptako-Gourma et identifie les principaux défis à relever pour libérer le potentiel économique et social de la région et améliorer les conditions de vie de ses populations. Le rapport socio-économique a été produit avec l'aide des agences de statistiques nationales et locales de chaque pays. I.

Le rapport a identifié six défis à relever. Ces domaines serviront de base aux activités du programme conjoint en cours et à celles à venir, y compris les nouvelles opportunités de programme pour l'avenir. Ces domaines sont les suivants (i) la modernisation du secteur agricole, notamment tous les aspects de la chaîne de valeur pour la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'industrialisation (ii) les conséquences de la crise sécuritaire pour tous les secteurs, tant sociaux que productifs (iii) les impacts à long et à court terme des ressources mobilisées par les États pour répondre aux besoins croissants des personnes déplacées, avec des conséquences antérieures sur la gestion de l'espace fiscal pour répondre aux impératifs du développement social, (iv) les défis de la mobilisation des ressources des États membres, les flux d'APD et les flux des investissements du secteur privé (v) la croissance démographique en pleine expansion avec des conséquences sur la fourniture par l'État de services sociaux et de base - santé, éducation, assainissement, logement, eau, formation professionnelle, etc. pour les moyens de subsistance et la création d'emplois (vi) les impacts socio-économiques et sécuritaires posés par les défis des réseaux routiers de mauvaise qualité reliant les communautés frontalières à travers la région du Liptako-Gourma.

En outre, une base de données socio-économiques régionale en ligne a également été développée et mise en ligne sur le site web de l'ALG qui est actuellement géré par l'ALG. La base de données comporte les données collectées pour le rapport socio-économique au niveau local dans le but de réduire les lacunes actuelles liées aux données socio-économiques transfrontalières. Le rapport socio-économique répond à l'objectif stratégique de l'ALG demandé par le Conseil des ministres tenu à Bamako, au Mali, en décembre 2018, il a été envisagé comme l'un des principaux outils nécessaires pour soutenir la prise de décision socio-économique au profit des autorités politiques et des acteurs du développement des États membres de l'ALG en général.

Pour renforcer davantage les cadres institutionnels des États membres du Liptako-Gourma, le programme conjoint a soutenu l'ALG dans sa réforme institutionnelle avec la finalisation d'un document stratégique 2022-2026 et d'une stratégie de mobilisation de ressources. Le document stratégique 2022-2026 sera validé en juillet 2022.

Stratégie commune de gestion des frontières

Le programme conjoint a aidé les États membres de l'ALG à élaborer une stratégie commune de gestion des frontières et des flux transfrontaliers, qui servira de cadre à l'amélioration de la circulation des personnes, des biens et des services dans la région du Liptako-Gourma. La stratégie a porté sur les aspects d'harmonisation des cadres juridiques pour améliorer la libre circulation des communautés transfrontalières dans la région du Liptako-Gourma. Après la mise en place et la validation de cette stratégie commune, il a été convenu de s'assurer que le document soit disponible dans les différentes langues locales des communautés transfrontalières. Cette activité doit encore être réalisée et sera donc prioritaire pour le PTA 2022. Dans un souci d'efficacité, l'opérationnalisation de la stratégie commune de gestion des frontières devrait tenir compte de l'analyse spécifique de la situation socio-économique de la zone frontalière contenue dans le rapport de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), afin de faciliter les aspects liés au commerce pour la paix par le biais de politiques favorables à la circulation des biens, des personnes et des services, et de les relier à l'ensemble de la Zone de libre-échange continentale africaine.



RÉSULTAT 2 & 3:

Résultat 2 : Les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptakogourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Les communautés transfrontalières ont accès à un système de justice criminel ; des mécanismes d'assistance sont disponibles pour les victimes

Résultat 3 : Les capacités des autorités et des communautés locales sont renforcées en matière de réconciliation et de cohésion sociale, prévention et de gestion des conflits, de prévention de la radicalisation dans les zones de transfrontalières du Liptakogourma

02 Résultats liés au domaine prioritaire 2 du programme conjoint: Prévention et résolution des conflits, de l’extrémisme violent et de la criminalité ; promotion de l’accès à la justice, des droits humains et de l’État de droit.

Le domaine prioritaire 2 associe les éléments des résultats 2 et 3 de manière intégrée. Il a été ainsi conçu pour favoriser les synergies et la cohérence des agences dans des domaines d'intervention clés où les mandats se renforcent mutuellement. Le résultat/produit 2 est axé sur la promotion de l'accès à la justice pénale et à l'aide aux victimes dans les zones transfrontalières et, en particulier, sur l'assurance que les communautés dans les zones transfrontalières ont accès au système judiciaire. Ce résultat englobe des activités telles que des formations et des campagnes de sensibilisation à l'intention de la communauté, des représentants élus locaux, des conseillers juridiques et des juges. Le résultat comporte également un soutien efficace pour s'assurer que les systèmes judiciaires et les mécanismes de défense dans la région du Liptako-Gourma sont harmonisés, opérationnels et renforcés. Il s'agissait notamment de veiller à ce que les communautés transfrontalières aient accès à un système de justice pénale ; des mécanismes d'assistance sont disponibles par le biais d'audiences foraines dans les zones frontalières pour les victimes. Pour ce faire, un accent particulier est mis sur les femmes et la violence basée sur le genre en fournissant un soutien psychosocial aux femmes, survivantes de la violence ; et en sensibilisant à l'élimination de la violence basée sur le genre.

Le résultat/produit 3 est axé sur le renforcement des capacités des autorités locales et des communautés en matière de réconciliation et de cohésion sociale, de prévention et de gestion des conflits, de prévention de la radicalisation dans les zones transfrontalières du Liptako-Gourma. Il inclut le renforcement des capacités des communautés dans la prévention et la gestion des conflits, la réconciliation et la cohésion sociale, et surtout la prévention de la radicalisation dans les zones d'intervention du projet. Ceci avec un accent particulier sur l'augmentation de la participation des femmes dans la promotion des processus de paix ; l'organisation de dialogues entre éleveurs et agriculteurs dans le but de prévenir et de résoudre les conflits de transhumance liés aux ressources naturelles tout en créant un mécanisme de dialogue pacifique et de cohésion sociale entre les agents de sécurité et de gestion des frontières et les communautés des régions concernées pour faciliter la communication entre eux. Ce résultat a eu pour but de renforcer les capacités des autorités locales à prévenir les conflits en réalisant plusieurs analyses sur les systèmes existants d'alerte précoce et de gestion des conflits. En outre, une plateforme d'échange régionale pour les commissions nationales de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre devrait être mise en place en vue de lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans les régions frontalières.

Les progrès réalisés en vue d'atteindre les résultats du domaine prioritaire 2 ont été obtenus grâce à la collaboration du HCDH, du PNUD, de l'UNESCO et de l'UNICEF, en tandem avec l'ALG. Les principaux résultats obtenus à ce jour sont présentés ci-dessous :

Coopération entre les autorités civiles et militaires

Le contexte sécuritaire actuel a provoqué des situations humanitaires précaires nécessitant la prise en compte du lien entre l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix pour les interventions dans la région du Liptako-Gourma. Cependant, dans le cadre des actions humanitaires dans la région, il est important d'assurer le dialogue et l'interaction entre les militaires et les civils pour protéger et promouvoir les principes humanitaires, éviter les rivalités, réduire les incohérences et, le cas échéant, poursuivre des objectifs communs. À cette fin, le HCDH, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a organisé des ateliers de renforcement des capacités à Bamako et à Niamey en mars 2022, dans le



but de partager les bonnes pratiques en matière de coordination civilo-militaire. Les objectifs de ces ateliers ont été de : 1) fournir une connaissance commune et harmoniser l'utilisation du langage relatif à la coordination civilo-militaire, 2) renforcer la connaissance du cadre de protection des droits humains et du droit humanitaire, y compris l'alerte précoce et la prévention, et 3) créer un réseau de personnes-ressources pour l'ALG pouvant soutenir de manière durable les initiatives de renforcement des capacités en matière de coordination civilo-militaire.

À l'issue de ces ateliers de formation sur la coordination civilo-militaire, une grande variété d'acteurs avec des mandats et des politiques opérationnelles variés ont été mobilisés pour concrétiser des approches harmonisées et un cadre d'engagement commun dans les interventions civilo-militaires. L'atelier a donc permis d'entreprendre une analyse approfondie des rôles et des capacités liés aux interventions humanitaires, et de mobiliser tous les participants - militaires, humanitaires, autorités locales, et organisations de la société civile - impliqués dans la coordination civilo-militaire, autour des différentes approches, et perspectives pour mener des actions avec un meilleur impact en faveur des populations affectées par les différentes crises sécuritaires et humanitaires.

Un autre résultat clé de l'atelier de formation a été l'engagement de tous les partenaires civils-militaires présents à partager les informations nécessaires à une coordination efficace des interventions en tenant compte des spécificités des contextes sécuritaires et sociaux. Ce faisant, un accent particulier a été mis sur l'implication des autorités locales et des organisations de la société civile - qui agissent en tant qu'intermédiaires entre les populations locales et les acteurs humanitaires d'une part et les acteurs humanitaires et les militaires d'autre part - en tant que lien important pour un meilleur fonctionnement des mécanismes existants. Un aspect essentiel de cette activité en faveur du résultat escompté a été la mobilisation de l'ensemble des acteurs autour des principes de coordination civilo-militaire pour faciliter les interventions humanitaires et de développement. Ces principes devraient continuer à être mis en œuvre pour soutenir les activités de développement humanitaire dans la région du Liptako-Gourma sous le leadership conjoint du HCDH et de OCHA.

En outre, la formation a permis de sensibiliser les acteurs humanitaires civils au rôle et à la mission des militaires, ce qui ouvre la perspective d'un dialogue futur visant à améliorer les relations entre les militaires et les populations touchées par les crises. Grâce aux exercices de simulation, les participants ont pu définir les difficultés liées à l'assistance humanitaire et ont exprimé leur besoin de dialogue entre les acteurs humanitaires et militaires. Les formations ont également eu le mérite de faire tomber certains préjugés et perceptions que certaines personnes pouvaient avoir de part et d'autre et les groupes de réflexion ont permis d'aborder plusieurs préoccupations actuelles dont, entre autres, la question du ciblage, l'implication des autorités locales, les escortes, etc.

Les formations ont permis de clarifier l'importance de la distinction entre civils et combattants, la protection des civils et de mieux comprendre le cadre juridique des droits humains ainsi que les responsabilités incombant aux différents acteurs civils et militaires dans le respect et la protection des droits, notamment en période de conflit. En complément, le PNUD, en collaboration avec la MINUSMA, a mené un dialogue civilo-militaire à Koro et Douentza dans la région de Mopti afin d'améliorer la coopération militaire et civile pour les activités de subsistance, notamment pour les femmes de la communauté. Le dialogue a depuis amélioré les possibilités pour les proches travaillant avec la MINUSMA de protéger les civils à travers leurs activités de subsistance.

Pour renforcer davantage la confiance entre la population et les forces de défense et de sécurité, le PNUD a soutenu le processus de mise en place de Comités consultatifs sur la sécurité (appelés Comités consultatifs communaux) à Koro et Douentza, qui ont servi de cadre d'échange entre les forces de sécurité et les populations dans le but de restaurer la confiance et d'améliorer leur efficacité.

Campagnes de sensibilisation à la paix et aux droits humains

Le HCDH et l'UNESCO ont entrepris conjointement une campagne massive de sensibilisation à la paix et aux droits humains dans la région du Liptako-Gourma. La campagne a été menée par le biais de réseaux de radios communautaires clés qui ont été spécifiquement formés conjointement par l'UNESCO et le HCDH. Les réseaux radiophoniques comprenaient des réseaux importants tels que Koura Radio, Jamana, radio Guinta, Radio Saghan ainsi que l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL) qui regroupe environ 171 réseaux radiophoniques. Grâce à ces partenariats stratégiques établis avec les réseaux radiophoniques, le HCDH a donné la priorité à la campagne de sensibilisation du PTA 2022 sur les droits et principes humanitaires. Pour plus d'efficacité, la campagne sera menée à la fois en français et dans les langues locales pertinentes. Selon les estimations, la campagne devrait toucher plus de 300 000 personnes dans les communautés frontalières par le biais de ces réseaux radiophoniques.

Le HCDH travaille également en collaboration avec l'ONUDC et des partenaires locaux pour réaliser une cartographie des acteurs de défense des droits humains dans la région. Cette activité est en cours et sera

considérée comme prioritaire dans le plan de travail annuel 2022. Le HCDH veillera à ce que les messages et le ciblage bénéficient d'autres études de recherche telles que le profil socio-économique de l'ALG du point de vue des droits humains.

Formation sur la sensibilisation aux droits humains pour les militaires

Compte tenu du fait que les 13 départements de la région de Tillabéri sont sous l'état d'urgence, il est important que les forces de défense et de sécurité qui sont sur le terrain dans ces zones de conflit soient correctement formées pour identifier les besoins, les libertés et les droits humains de la population qu'elles servent. Si l'on n'en tient pas compte, cela pourrait amener ces mêmes forces de sécurité à commettre des abus et des violations. C'est dans ce contexte que le PNUD, en collaboration avec le HCDH et l'ONUSD au Niger, a organisé une session de formation réunissant les forces de défense et de sécurité de la région. Les forces de sécurité ont été formées aux normes et principes des droits humains ainsi qu'aux modalités de respect de ces droits en temps normal et en temps exceptionnel.

Administration de la justice, consolidation de la paix et prévention des conflits

L'ONUSD et le HCDH ont organisé une formation pour 20 chefs communautaires (traditionnels et religieux) de différentes communes de la région de Tillabéri, au Niger, afin de les doter des compétences nécessaires pour prévenir et gérer pacifiquement les conflits en appliquant les meilleures pratiques de justice institutionnelle, en particulier dans les zones où il n'existe pas de structure étatique. Les chefs traditionnels ont également été formés sur les rôles et mandats des forces de défense et de sécurité (SDF) et des autres acteurs du système justice pénale. Cette formation a permis d'améliorer leur compréhension pour un meilleur engagement au nom des communautés. Grâce à cette activité, l'ONUSD a pu renforcer la compréhension des chefs traditionnels quant à leurs droits et recours afin de promouvoir la gestion pacifique des conflits par la justice institutionnelle. À la fin de la formation, les chefs traditionnels ont exprimé leur confiance et leur engagement à collaborer davantage avec les représentants de l'État. Ils ont également plaidé pour une forte implication dans le processus de rédaction et d'adoption des lois et règlements relatifs à la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la consolidation de la paix. La mise en œuvre de cette activité se poursuivra tout au long de l'année 2022, notamment au Burkina Faso et au Mali, où l'ONUSD et le HCDH définiront ensemble le plan d'action pour la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et de formation d'environ 90 chefs traditionnels, chefs religieux et associations de femmes et de jeunes, sur les procédures judiciaires de la justice institutionnelle, dans le but de renforcer le sentiment de confiance de la population vis-à-vis du système judiciaire. Afin d'améliorer la qualité des services judiciaires aux populations de Koro et Douentza, le PNUD a également soutenu le renforcement des capacités techniques et logistiques des institutions judiciaires locales dans les provinces.

Capacités de renseignement pour lutter contre la radicalisation de l'extrémisme violent dans les prisons

Dans le cadre de l'assistance technique visant à renforcer l'administration pénitentiaire dans la région du Liptako-Gourma au Burkina Faso, et en particulier dans la province du Sinaï, l'ONUSD a entrepris une activité de renforcement du renseignement pénitentiaire pour lutter contre l'extrémisme violent dans la région. À cet égard, l'ONUSD a fourni un appui technique à la Direction du renseignement militaire et à la Direction de l'administration pénitentiaire, pour élaborer un avant-projet de cadre réglementaire et juridique du renseignement. L'objectif de ce cadre juridique a été de suppléer le décret portant création de la Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP), qui fait référence au renseignement pénitentiaire sans en préciser les principes, l'organisation et les compétences. Avec ce nouveau cadre juridique sur le renseignement adopté, la DGAP est désormais qualifiée pour être intégrée dans le réseau élargi de la communauté mondiale du renseignement en tant qu'actrice clé de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au Burkina Faso.

Sur la base de ce nouveau cadre juridique, l'ONUSD a réalisé une formation sur les techniques de renseignement pénitentiaire. Cette formation a été dispensée à 30 agents pénitentiaires constituant l'embryon de cellule de renseignement pénitentiaire à Ouagadougou, au Burkina Faso. La formation, qui visait à renforcer les capacités du personnel pénitentiaire à prévenir l'extrémisme violent, comprenait les modules suivants : les techniques de renseignement, le cycle du renseignement, l'identification et l'évaluation des sources d'information, la qualité de l'agent de renseignements, l'élaboration d'une note de renseignement, les techniques d'infiltration et les droits des détenus dans le cadre de la mise en œuvre du renseignement pénitentiaire. La formation a été bien accueillie par les participants qui ont pu s'entretenir avec un grand spécialiste du renseignement dans la région. Au cours des échanges, la systématisation des méthodes et outils au niveau national et le renforcement des capacités des agents sélectionnés par les experts nationaux du renseignement ont été recommandés.

Sensibilisation sur l'extrémisme violent en prison

L'ONUSD a actuellement prévu que cette activité soit achevée en juillet 2022, avec pour objectif de sensibiliser 1000 détenus à la prévention de l'extrémisme violent, en utilisant des programmes radio. Le programme de sensibilisation s'appuiera sur les partenariats stratégiques avec le réseau de radios communautaires établi par





l'UNESCO pour diffuser les messages de la campagne dans les prisons. Le contenu des programmes radio sera développé en étroite collaboration avec la société civile travaillant dans les prisons ciblées, afin d'assurer la durabilité de l'intervention. Grâce à la mise en œuvre de ces initiatives, l'ONUDC travaillera avec les services pénitentiaires du Mali, du Burkina et du Niger à la fois pour renforcer les capacités de l'institution pénitentiaire à prévenir l'extrémisme violent dans les prisons et pour sensibiliser les détenus sur les risques associés à l'extrémisme violent.

Capacité des médias à contribuer à l'atténuation des conflits

Afin de poursuivre l'objectif de lutte contre l'extrémisme violent et de promotion de la cohésion sociale, l'UNESCO a organisé en novembre 2021 une série d'ateliers de formation nationaux au Burkina Faso, au Mali et au Niger, pour former les médias locaux et communautaires au traitement des informations sensibles dans les zones de conflit. Les modules de formation ont permis de réexaminer le rôle et les responsabilités des journalistes en temps de crise et de redéfinir les missions des médias, les moyens de couverture en situation de crise, les méthodes de traitement adaptées et responsables d'une information fiable et utile aux populations locales. La série de formations menées en partenariat avec le Réseau InterAfricain pour les Femmes, Médias, Genre et Développement (FAMEDEV) a permis de renforcer les capacités d'au moins 90 journalistes basés dans la région du Liptako-Gourma et de soutenir la production de contenus de qualité sur des thèmes susceptibles de prévenir ou de gérer les conflits, d'engager les populations sur les questions de paix, de sécurité et de développement. Formés au journalisme préventif et aux responsabilités juridiques et sociales liées à la présentation d'émissions interactives sur les radios communautaires, les journalistes (30 % de femmes) qui ont participé aux ateliers nationaux ont également été regroupés à Bamako, au Mali, pour un atelier régional qui a abouti à la mise en place d'un réseau de journalistes spécialisés sur le sujet.

L'objectif général du projet a été de renforcer les capacités des radios locales en assurant un accès public crédible et fiable à l'information (ODD 16) dans les zones de conflit par le renforcement des compétences des journalistes, la promotion de la paix et la mise en place du réseau. L'UNESCO a travaillé en collaboration avec deux organisations locales, RECAC et Radio la Voix du Paysan, pour réaliser la cartographie et l'évaluation des besoins des radios locales dans les 10 communes frontalières. La cartographie et l'évaluation des besoins avaient pour but de collecter des informations pour le développement de modules de formation sur le reportage sensible aux conflits et le développement de programmes radio pour la promotion de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale. La formation s'adressait aux journalistes de 30 stations de radio communautaires du Mali, du Niger et du Burkina. Ensemble, ces radios communautaires ont une audience estimée à plus de 300 000 auditeurs. Grâce à leurs programmes de promotion de la paix et de la cohésion sociale, l'incidence de la violence et des attaques dans plusieurs communes de la frontière Niger-Burkina a considérablement diminué. Cet objectif a été atteint malgré la difficulté d'identifier des intervenants pouvant transcrire les modules en version orale dans les langues locales et la difficulté de mobilité des participants due à la recrudescence des attaques armées dans la région transfrontalière.

L'activité a mobilisé l'Autorité du Liptako-Gourma qui a pu entendre les besoins pratiques du personnel des médias dans la communauté, et leurs intérêts stratégiques dans la communication d'informations en temps de crise. Ces formations ont permis de tirer des leçons sur les conséquences d'une mauvaise gestion des informations sensibles aux conflits et sur la nécessité de mieux utiliser les textes juridiques qui régissent la pratique du journalisme et la liberté d'expression et d'opinion.

En outre, pour promouvoir le changement dans le domaine du développement dans la région, une approche d'intervention intégrée et coordonnée a été conçue dans le but de promouvoir les synergies et la complémentarité des actions de tous les acteurs des différents secteurs pour un impact durable des interventions au profit des communautés. L'UNESCO a collaboré avec l'ALG pour identifier un ensemble de réponses que le système des Nations Unies pourrait apporter, selon les domaines de compétence, pour renforcer le développement socio-économique des localités de la région.

En outre, pour promouvoir le changement dans le domaine du développement dans la région, une approche d'intervention intégrée et coordonnée a été conçue dans le but de promouvoir les synergies et la complémentarité des actions de tous les acteurs des différents secteurs pour un impact durable des interventions au profit des communautés. L'UNESCO a collaboré avec l'ALG pour identifier un ensemble de réponses que le système des Nations Unies pourrait apporter, selon les domaines de compétence, pour renforcer le développement socio-économique des localités de la région.

La série d'ateliers nationaux et régionaux sur le journalisme sensible aux conflits, organisée par l'UNESCO pour les radios locales et communautaires de la région, a permis de doter les journalistes - acteurs clés du développement - de techniques et de mécanismes de promotion de la paix et de la cohésion sociale. En effet,

l'amélioration de la communication et de l'information sur les risques et les événements critiques au sein de toutes les communautés locales et la lutte contre la désinformation grâce à des journalistes formés et qualifiés sont essentielles pour produire des informations de qualité susceptibles de contribuer à la sensibilisation et de pousser au changement au lieu de générer de nouveaux conflits. La prévention et la résolution des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent et la criminalité, ainsi que la promotion de la paix passent donc inévitablement par une information qui a le pouvoir d'influencer les masses. D'où la pertinence des modules de formation axés sur ces différents éléments et permettant aux journalistes d'être outillés pour produire des contenus justes, crédibles et utiles à la paix en situation de crise.

Pour établir une paix et une cohésion durables dans cette zone et dans toute la région, il est crucial d'assurer la disponibilité de connaissances scientifiques suffisantes, actuelles et situationnelles pour éclairer les décisions politiques et garantir la participation massive et inclusive de toutes les couches sociales à la durabilité de la cohésion sociale et de la paix dans la région; celle des jeunes, qui représentent plus de la moitié de la population. Ainsi, consciente de la nécessité d'apporter des réponses rapides et durables au problème de la sécurité et de contribuer à la construction de la paix, à l'éradication de la pauvreté, au développement durable et au dialogue interculturel, l'UNESCO entend contribuer à la réflexion stratégique pour une meilleure prise en compte des aspirations des communautés dans les actions de développement. L'approche préconisée par le projet est de contribuer à la cohésion sociale des populations et à la sécurité des communautés par des interventions dans les domaines prioritaires identifiés dans le programme conjoint et la SINUS. Une meilleure connaissance de la situation contribuerait cependant à la stratégie globale de lutte contre la pauvreté par la création de nouvelles opportunités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes à travers le développement de filières porteuses susceptibles non seulement d'éviter leur recrutement dans les mouvements extrémistes, mais aussi d'instaurer la paix, la solidarité, l'entraide et la tolérance au sein du groupe et de la communauté.

Armes légères et de petit calibre (ALPC)

Le PNUD a mené une étude sur l'analyse du cadre législatif sur les armes légères et de petit calibre au Niger. Cette étude a été réalisée en collaboration avec la Commission nationale pour la collecte et le contrôle des armes illicites (CNCCAI). Le consultant a soumis un rapport définitif. Une des principales conclusions de l'étude est la nécessité de mettre à jour le cadre législatif pour répondre aux normes internationales et aux exigences de la CEDEAO - le cadre juridique n'a pas été révisé au cours des 40 dernières années. L'étude a également observé que les statuts actuels de la CNCCAI, l'institution en charge des armes illicites, ne lui donnent pas les moyens de remplir pleinement son mandat. Le soutien à cette institution sera prioritaire dans le PTA 2022, parallèlement aux activités visant à renforcer les capacités des deux autres commissions nationales au Mali et au Niger.

Violence basée sur le genre

La situation sécuritaire actuelle a eu un impact sur la sécurité des communautés dans la plupart des zones rurales transfrontalières. La nature des problèmes de sécurité, notamment à travers la caractérisation clanique et tribale, a conduit à des conflits communautaires, à la méfiance et à une faible cohésion sociale. À tel point que les infrastructures sociales qui, pendant plusieurs siècles, ont existé au sein des tribus prédominantes d'agriculteurs et d'éleveurs sont désormais menacées par des conflits incessants et la radicalisation des jeunes par des groupes armés non étatiques. Pour remédier à cette situation, l'UNWOMEN travaille en collaboration avec les communautés locales, les groupes tribaux d'agriculteurs et d'éleveurs, les groupes de jeunes, les groupes de femmes et les autorités locales concernées dans les domaines d'intervention de la réconciliation, de la cohésion sociale, de la prévention de la radicalisation et de la gestion des conflits dans les communautés transfrontalières. L'ONU-FEMMES a renforcé les capacités de 170 femmes médiatrices de paix et a construit deux foyers de paix (Peace Huts) à Koro et Douentza (Mali) et deux autres à Bankilaré et Téra (Niger) pour la résolution des conflits par médiation, les dialogues de paix et pour aborder les questions cruciales de l'autonomisation des femmes et de la violence basée sur le genre. Les foyers de paix servent actuellement de refuge aux femmes pour discuter des questions pertinentes qui affectent leur bien-être et pour servir de médiateur dans les conflits intercommunautaires. Jusqu'ici, environ 35 cas au total ont été jugés par les médiateurs dans les communautés de Koro, Douentza, Bankilare et Tera.

L'ONU-Femmes et ses partenaires ont rendu possible la mise en place de mécanismes d'assistance aux victimes dans la région du Liptako-Gourma. Ainsi, 61 femmes et jeunes survivants de la violence basée sur le genre (VBG) ont bénéficié d'un soutien psychosocial et 90 campagnes d'information et de sensibilisation sur l'élimination de la violence basée sur le genre ont été menées dans les communes de Koro et Douentza au Mali, et Bankilaré et Téra au Niger. Parmi les résultats obtenus dans le cadre des campagnes d'information et de sensibilisation, on peut citer 44 émissions de radio locales et nationales, trois tables rondes organisées à Koro et Douentza, et cinq animateurs de radio communautaire formés au Niger sur la formulation de messages de protection, la promotion des droits des femmes, la lutte contre les VBG, ainsi que sur l'animation de débats radiophoniques





pour mieux informer et sensibiliser les communautés sur la lutte contre les VBG, la prévention et la gestion des conflits. En outre, 100 femmes touchées par la violence basée sur le genre ont reçu les équipements et les outils nécessaires pour développer leurs propres activités génératrices de revenus dans des entreprises socio-économiques pastorales et agricoles.

Systèmes d'alerte précoce

L'ONUDC finalise une étude menée sur les systèmes d'alerte précoce dans les pays du Liptako-Gourma. Les résultats de l'étude ont jusqu'ici révélé le besoin urgent de définir un mécanisme de gouvernance d'alerte précoce pour les trois frontières, y compris les capacités spécifiques nécessaires pour y parvenir. L'étude a également souligné l'importance de renforcer les capacités de l'ALG à assumer un rôle de coordination fort entre les trois pays. En outre, l'étude a recommandé de renforcer la collaboration et la coordination entre les centres de gestion de crise et les acteurs de l'alerte précoce (y compris le secteur privé) dans la chaîne d'alerte précoce. Une autre priorité clé identifiée par cette étude est la nécessité de renforcer les capacités des acteurs de l'alerte précoce en définissant les rôles de chaque acteur (de l'analyste aux acteurs de terrain, en passant par les relais institutionnels et non institutionnels). Les principaux résultats de l'étude permettront la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce/centre de coordination de gestion de crise pour la région du Liptako-Gourma qui sera hébergé par le Centre Sahélien d'Analyse des Menaces et d'Alerte Précoce (CSAMAP).

Lutte contre les conflits et la violence intercommunautaires

Le bureau du PNUD au Niger a réuni plus de 200 jeunes à Tera et Bankilaré sous la direction de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix afin de les former à la gestion et à la prévention des conflits, aux risques d'extrémisme violent et à la radicalisation des jeunes. La formation a ciblé les jeunes sans emploi, qui ont déjà participé à des affrontements communautaires et présentent un risque élevé de recrutement par des groupes djihadistes. Les jeunes ont été encouragés à s'organiser en coopérative pour bénéficier d'éventuelles formations professionnelles et entrepreneuriales.

Pour faire face de manière systématique aux recrudescences de la violence intercommunale, l'UNESCO mène une étude sur la cartographie de la violence sociétale intitulée : « Community conflicts and societal violence in the Liptako-Gourma region » (Conflits communautaires et violence sociétale dans la région de Liptako-Gourma). Cette étude est menée conformément aux directives de recherche (pilier 1) du programme MOST (Gestion des transformations sociales) de l'UNESCO, qui préconise la préparation d'un ensemble systématique et organisé de connaissances scientifiques afin de guider les politiques publiques pertinentes pour la réalisation des programmes à l'horizon 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine. Le processus de production de connaissances ainsi que les résultats de l'étude devraient permettre d'éclairer les politiques publiques selon une approche participative et inclusive considérant toutes les composantes sociales, notamment les jeunes qui représentent le segment le plus nombreux et le plus exposé de la population.

À cet égard, l'approche de l'étude ainsi que ses résultats sont susceptibles de fournir aux différentes parties prenantes (États, universitaires, organisations et réseaux de jeunes, etc.) une plateforme d'échanges, de confiance et d'appropriation, afin de créer les conditions de mobilisation des connaissances produites pour façonner et informer des politiques publiques pertinentes, inclusives et équitables, de la conceptualisation à la mise en œuvre et à l'évaluation. L'un des objectifs majeurs de cette étude a été de cartographier, compte tenu des contextes, les violences sociétales, et les conflits dans la région du Liptako-Gourma. Dans un deuxième temps, l'objectif sera d'analyser les dynamiques sociopolitiques et de présenter un diagnostic de la situation dans la région du Liptako-Gourma afin d'optimiser les interventions pour une paix durable. L'étude apportera une contribution inestimable aux activités en cours et aux nouvelles activités prévues par plusieurs agences, notamment le HCDH, le PNUD, l'ONUDC et l'ONU-Femmes, au cours de la mise en œuvre des activités du programme conjoint dans le cadre du PTA 2022.



Résultat 4 & 5:

Résultat 4 : Les communautés vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, sont mieux outillés à travers la formation vocationnelle pour l'emploi; et ont un accès accru aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus

Résultat 5 : les capacités techniques et opérationnelles des départements de l'éducation dans les zones du Liptakogourma sont améliorées et adaptées aux situations de crise et à la gestion des risques

03 Résultats liés au domaine prioritaire 3 du programme conjoint: Amélioration de la résilience des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, face aux divers chocs socio-économiques grâce à l'emploi professionnel, à l'accès accru aux services sociaux de base et aux activités génératrices de revenus.

Les progrès vers l'obtention des résultats liés au domaine prioritaire 3 ont été réalisés grâce aux activités menées dans le cadre de la combinaison des résultats/produits 4 et 5. L'objectif du résultat 4 est d'aider les communautés vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, à être mieux équipées grâce à la formation professionnelle pour l'emploi; et à avoir un accès accru aux services sociaux de base et aux opportunités génératrices de revenus. Il s'agit notamment d'activités liées à l'accès à l'information et au savoir-faire en matière d'économie inclusive, de services financiers, de services socio-économiques et d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes femmes et hommes. Au niveau politique, les activités ont cherché à soutenir la formulation et/ou l'intégration d'une politique de l'emploi dans les plans de développement locaux/nationaux/régionaux. Le résultat 5 contribue à l'amélioration et à une meilleure adaptation des capacités techniques et opérationnelles des départements chargés de l'éducation dans le Liptako-Gourma aux situations de crise et à la gestion des risques. Il vise à relever les défis des faibles taux d'alphabétisation dans la région en renforçant les capacités techniques et opérationnelles des autorités locales et en sensibilisant la population afin d'augmenter la fréquentation des écoles primaires et secondaires par les filles et les garçons. De ce fait, il conviendrait d'assurer un soutien direct en renforçant les systèmes et en facilitant l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans les écoles des zones identifiées, pour les enfants vulnérables afin d'améliorer l'accès aux infrastructures et au matériel éducatif.

Les résultats détaillés ont été obtenus grâce à la collaboration du PNUD, de l'OIT, de l'UNESCO et de l'UNICEF avec le soutien de l'ALG et sont présentés ci-dessous.

Renforcer la résilience par des activités génératrices de revenus

Plusieurs études ont montré que l'agrobusiness offre un énorme potentiel de génération de revenus pour les femmes et les jeunes de la région. Les cultures à fort potentiel sont le moringa et plusieurs variétés de grains et de céréales. Ainsi, le PNUD a soutenu une initiative pilote par la création de coopératives de femmes et de jeunes pour l'agrobusiness. Pour comprendre le potentiel de la production de moringa dans la région, une étude a été menée par la Direction régionale de l'agriculture. Il a été constaté que l'augmentation de la production de moringa permettrait de créer de nombreuses possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes, leur offrant des opportunités de revenus qui réduisent la probabilité qu'ils soient recrutés par des groupes extrémistes armés. Dans les communes de Tilaberi, 350 femmes et jeunes membres de coopératives ont bénéficié d'un soutien sous la forme de plateformes de transformation pour la production de bout en bout de la chaîne de valeur du moringa et des produits de cultures maraîchères multiples. Il s'agissait notamment d'aider les femmes bénéficiaires à mettre en place un magasin d'exposition pour la gamme de produits de marque et à se connecter au marché local. Pour assurer une gestion efficace, les groupes coopératifs ont été soutenus par des formations de gestion sur mesure, généralement dispensées dans les langues locales pour être assimilées. Les modules couverts comprenaient la planification, l'organisation, la comptabilité, les programmes d'entretien et l'épargne. Ces modules ont été enseignés en plus des aspects de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale sensibles aux conflits. Afin de maximiser les avantages potentiels de cette intervention pour les femmes et de renforcer les synergies, le programme prévoit d'utiliser les fonds de l'initiative transfrontalière Africa Borderlands du PNUD pour élargir l'accès aux espaces de marché, aux entrepôts réfrigérés à énergie solaire et aux formations pour acquérir des techniques de production modernes. Grâce à ces interventions, les femmes et les jeunes, jusqu'à présent exclus des bénéfices des entreprises socio-économiques potentielles





et du commerce transfrontalier, auront désormais la possibilité d’y prendre part. Potentiellement, cela pourrait également permettre aux producteurs d’accéder à des investissements du secteur privé pour participer aux opportunités des marchés régionaux offertes par l’Accord de libre-échange continental africain.

Par ailleurs, en appui au renforcement des résultats, le PNUD au Niger a acquis et installé quatre plateformes multifonctionnelles (MPTF), financées par le projet du PNUD/FEM intitulé «Energy» (UNDP GEF Energy project), afin de capitaliser le programme conjoint en ciblant spécifiquement les communautés voisines. Ainsi, deux plateformes chacune ont été installées dans la commune de Téra et la commune de Bankilaré. Le MPTF a bénéficié à 250 femmes supplémentaires qui sont en mesure de traiter les grains récoltés (de quatre variétés) pour les conditionner et les commercialiser en temps voulu. Selon les agricultrices, avec le soutien du MPTF, la productivité du travail s’est améliorée en réduisant le temps de traitement des grains de 1 semaine à 2 jours, réduisant ainsi les pertes post-récolte de plus de 300 %. Le MPTF fournit également des services énergétiques pour alimenter les communautés en électricité le soir. Cela a considérablement amélioré les heures d’apprentissage des enfants.

En outre, afin de cibler spécifiquement les jeunes femmes pour l’initiative pilote de la chaîne de valeur agricole à Tera, le programme conjoint a contribué à l’acquisition d’une presse à huile de sésame, l’installation de l’équipement acquis auprès du centre Songhai établi avec le soutien du PNUD au Bénin. À ce jour, 50 femmes ont été formées à l’utilisation de l’équipement pour le traitement et la mise en bouteille de divers jus de fruits. L’UNICEF, en partenariat avec l’ONG malienne IMADEL, a soutenu la mise en œuvre de 120 microprojets pour 60 jeunes et 60 femmes déplacées de Koro, Douentza et Mopti, leur permettant de renforcer leur résilience et leurs capacités à répondre à leurs besoins, tout en se réintégrant dans l’économie locale. En poursuivant les objectifs du programme conjoint et en encourageant les interventions multiples dans les mêmes localités, l’UNICEF a réhabilité 10 points d’eau dans diverses communautés, cinq à Douentza et cinq à Koro, permettant à environ 4 000 bénéficiaires directs d’avoir un accès durable à l’eau potable.

Création d’emplois pour les femmes et les jeunes grâce à l’élevage

Trois cents femmes et cent jeunes, organisés en groupes coopératifs à Titabe et Thiou (Burkina), ont été formés à diverses activités pastorales, notamment la production de viande et de produits laitiers. Parmi eux, 123 personnes (dont une majorité de femmes), ont bénéficié de kits béliers pour les activités d’embouche et le renforcement de la production animale. Les kits ont été distribués comme suit : 1) Dans la commune de Titabé, 50 personnes au total, dont 33 femmes et 17 jeunes, ont bénéficié de ces kits composés de deux béliers sahéliens âgés de 18 à 24 mois. 2) Dans la commune de Thiou, il y a eu deux types de kits : des kits béliers pour la réalisation de l’embouche ovine ont été remis à 35 femmes, et des kits ont également été distribués à 38 femmes qui avaient perdu ou abandonné leur village à cause de l’insécurité.

Les bénéficiaires ont été formés aux techniques de production, de conservation et de transformation de produits, ainsi qu’aux connaissances vétérinaires de base pour préserver la santé de leurs animaux. Toutes les formations ont été dispensées dans les langues locales. Pour répondre aux problèmes de pertes post-récolte, les bénéficiaires ont été soutenus avec des équipements de stockage d’énergie solaire (y compris des batteries et des panneaux, des régulateurs, des câbles, des disjoncteurs, des supports pour les panneaux, les batteries, etc.) pour faciliter le stockage, la conservation, la transformation et la commercialisation de produits laitiers de qualité. Dans le cadre de cet appui mené par le PNUD, des femmes et des jeunes ont bénéficié de kits animaux (engraisser une vache pour la production de viande et de lait) pour renforcer leur autonomie financière et leur intégration socio-économique. Les activités de production animale de tous les bénéficiaires ont été soutenues par un service de vulgarisation en élevage fourni par l’administration locale dans les deux communes.

Améliorer l’accès à l’eau pour l’usage domestique et pastoral

Dans le but de soutenir l’élevage et l’accès à l’eau portable, le PNUD a installé quatre points d’eau ou forages pour soulager l’usage domestique et pastoral. Il s’agit de forages situés dans la zone frontalière de la commune, dans le secteur 1 de Thiou, qui a un débit de 3,7 m3 par heure et une profondeur de 64 mètres; 1 situé dans le secteur 4 de Thiou, avec un débit de 2,6 m3 d’eau par heure et une profondeur de 75 mètres; 1 situé dans le village de Pombo près d’une piste de transhumance, avec un débit de 1,70 m3 et une profondeur de 71 mètres; 1 dernier forage est situé dans le village de Sorro. En raison de la situation sécuritaire précaire dans la commune de Sollé (Région Nord), le PNUD n’a pas pu réaliser les forages prévus dans cette commune.

Chaînes de valeur pour l’emploi des jeunes

Pour identifier les chaînes de valeur et créer des emplois dans les régions frontalières du Burkina Faso, le BIT a demandé une étude intitulée «Analyse d’une chaîne de valeur en faveur des populations vulnérables dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N’Gourma au Burkina Faso». Cette étude a été réalisée par un bureau d’études burkinabé et a servi de base pour identifier les secteurs ou filières sur lesquels porteront les formations

proposées par le BIT dans le cadre de cette activité. Les principales chaînes de valeur créatrices d'emplois identifiées par l'étude dans les trois localités sont la pomme de terre, l'oignon, la tomate, l'engraissement des bovins et l'engraissement des ovins.

L'atelier de validation de l'étude s'est tenu les 24 et 25 juin 2021 à Ouagadougou sous la présidence du Secrétaire Exécutif par intérim de l'ALG, avec la participation du Directeur du Bureau national du BIT à Abidjan et du Coordinateur régional du Programme LG basé à Dakar. Deux officiels du Mali et du Niger en charge des frontières ont également pris part à l'atelier.

Grâce aux efforts dans le cadre de ces interventions, le BIT a pu former 300 jeunes, 178 femmes et 122 hommes (200 ont été formés à la production et à la conservation des pommes de terre, des oignons et des tomates, 100 ont été formés à l'engraissement des bovins et des ovins). Le Programme conjoint a également contribué à l'acquisition d'outils agricoles et d'élevage. Ainsi, 300 kits ont été offerts aux participants à la formation. Ces kits ont permis aux participants de s'engager dans l'entrepreneuriat et d'autres activités génératrices de revenus. Les kits agricoles comprennent des brouettes, des pioches, des houes, des arrosoirs, des pioches, des gants et des râpeaux. Les kits d'élevage comportent des casseroles, des seaux, des abreuvoirs, des mangeoires, des balais et des pelles.

Promouvoir l'esprit entrepreneurial chez les jeunes

Dans le but de soutenir l'entrepreneuriat et les prestataires de services de développement coopératif, le BIT a pu former 19 formateurs de formateurs (FDF) à l'entrepreneuriat en utilisant les outils Think Coop et Start Coop du BIT. Les participants sont issus de quatre ONG, du Ministère de l'Agriculture, d'une société de conseil et du BIT. La formation intitulée « TinTua » était la première formation du genre organisée au Burkina Faso et cette cohorte a été la première à en bénéficier. Un rapport a été produit pour documenter la mise en œuvre de cette activité. Suite à l'achèvement de la formation des formateurs mentionnée ci-dessus, en utilisant le module GERME du BIT, les formateurs ont pu transférer leurs compétences à 300 jeunes (178 femmes et 122 hommes) en matière d'entrepreneuriat, d'éducation financière et de crédit.

Promouvoir la formation professionnelle des jeunes

Le BIT a également demandé une étude diagnostique pour identifier et mettre en œuvre des opportunités de formation professionnelle à court terme pour 300 jeunes. L'étude intitulée : « Étude diagnostique des opportunités pour la mise en œuvre des formations professionnelles de courte durée dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma » a été réalisée par le cabinet de conseil burkinabé ICI Partners. À l'issue de l'étude, le BIT a organisé un atelier de validation du rapport. Plusieurs besoins en matière de formation professionnelle de courte durée ont été identifiés par l'étude, tels que le maraîchage, l'élevage, le commerce électronique, la santé et la sécurité au travail, le marketing, etc.

Sélection d'un bureau d'études Raph Consulting pour former 300 jeunes en santé et sécurité au travail dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma. Production d'un rapport sur la formation de 300 jeunes en santé et sécurité au travail dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma.

Création d'emplois verts

L'appui à la génération de revenus par la création d'emplois immédiats pour les jeunes marginalisés à travers des travaux d'infrastructure à petite échelle dans des secteurs économiques à fort potentiel, suivant l'approche à haute intensité de main-d'œuvre et utilisant des technologies respectueuses de l'environnement (création d'emplois verts).

Réalisation de l'étude intitulée : « Mission d'identification de travaux verts basés sur les technologies locales à haute intensité de main-d'œuvre dans les localités de Ouahigouya, Kaya et Fada N'Gourma ». L'étude a été réalisée par CGS Consulting. Après l'étude, le BIT a dirigé l'organisation d'un atelier de validation au cours duquel les recommandations du rapport ont été discutées. Le rapport a formulé les recommandations suivantes :

- La mise en valeur de 11 ha de terres dégradées en utilisant des demi-lunes, du Zai et des cordons pierreux, dans le village de Songodin, dans la commune de Bousouma, Région du Centre-Nord (localité de Kaya).
- L'aménagement d'environ 20 ha de zones dégradées, à l'aide de digues filtrantes et de cordons pierreux, dans les villages de Sambtenga et Bogoya, dans la commune de Ouahigouya ;
- La récupération de 11 ha de glakis, en utilisant une combinaison de cordons pierreux et de demi-lunes, dans le village de Pintiagou, dans la commune de Liptougou, Région de l'Est (localité de Fada N'Gourma).

Après concertation, l'aménagement des zones dégradées a été retenu pour travailler dans les localités de





CGS Consulting et deux ONG, l'Alliance Technique d'Appui au Développement (ATAD), et la Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) ont été recrutées pour mettre en œuvre les activités et assurer le contrôle de la qualité.

Compétences transversales pour les femmes

L'UNESCO, au niveau local et transfrontalier, a réalisé une activité de conception et de mise en œuvre d'une formation pour développer les compétences transversales clés des femmes et des jeunes vulnérables. Pour des raisons de sécurité, et en accord avec l'ALG, l'UNESCO et le BIT, il a été décidé de mener les activités dans les localités de Kaya, Ouahigouya, et Fada N'gourma (Burkina Faso). Cette activité a permis d'atteindre plusieurs résultats, notamment la production d'un rapport sur les compétences transversales clés (CTC) identifiées, la rédaction d'un guide d'identification des CTC, le développement de quatre modules de formation sur les CTC (compétences entrepreneuriales, organisationnelles, communicationnelles et numériques), la production d'un cadre de certification pour les modules CTC développés, la formation de 160 femmes et jeunes sur le développement des CTC, le renforcement des capacités de 40 femmes et jeunes en formation de formateurs pour dupliquer la formation sur le développement des CTC dans le Liptako-Gourma. Ces résultats ont été obtenus grâce à une synergie d'actions entre le BIT et le Liptako-Gourma.

De plus, en raison de la situation sanitaire liée à la COVID-19 et de la recrudescence des attaques armées dans la région transfrontalière, il semblait raisonnable de développer une plateforme numérique d'apprentissage en ligne (<http://prog-snu-alg.org/>) afin de permettre à un plus grand nombre de femmes et de jeunes des zones transfrontalières du Liptako-Gourma de développer leurs compétences transversales pour le marché du travail. Cependant, la résurgence de plusieurs variantes de la COVID-19 et l'insécurité liée aux attaques armées dans les localités proches des zones d'intervention ont entravé la mise en œuvre de certaines activités. De plus, il n'a pas été facile de coordonner et de suivre à distance les

activités prévues.

La principale leçon tirée de la mise en œuvre des activités de formation en présentiel concerne la continuité de la formation en temps de crise. En effet, les réalités du terrain montrent que le numérique peut être un élément clé de résilience pour la formation des femmes et des jeunes dans le Liptako-Gourma. En outre, le renforcement de la communication entre les parties prenantes et la synergie des actions vers les bénéficiaires; la prise en compte effective de la prévention de l'extrémisme violent (PVE) et du changement climatique peut avoir un impact significatif sur la communauté et renforcer sa résilience.

Cartographie des écoles

L'UNESCO soutient l'ALG dans la réalisation d'un inventaire des écoles et d'une étude régionale sur le statut des institutions éducatives consacrées à l'éducation non formelle, dans les trois pays du Liptako-Gourma, le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Le rapport d'évaluation préliminaire a été dûment examiné avec les autorités gouvernementales locales des trois pays frontaliers. Suite à cela, la portée de l'étude a été révisée pour considérer 2 municipalités par pays. Mopti et Bandiagara au Mali; Dori et Fada N'gourma au Burkina Faso; Tera et Ayorou au Niger. Par la suite, un bureau d'études a été recruté pour diriger et mener à bien cette initiative. Les résultats de l'étude d'inventaire permettront de concevoir et de mettre en œuvre une initiative d'éducation non formelle visant à promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle, l'EFTP et la formation professionnelle, notamment pour les jeunes. Il s'agira de travailler avec les institutions traditionnelles telles que les madrass et les mosquées.

Établissements d'enseignement temporaires

En collaboration avec les académies d'enseignement de Mopti et Douentza, l'UNICEF a facilité la construction de 40 établissements d'enseignement temporaires (EET), dont 15 dans le cercle de Douentza, 15 dans le cercle de Koro et 10 dans le cercle de Mopti, ainsi que leurs équipements en tables-bancs. L'UNICEF a également été sollicitée pour le recrutement et la formation de

40 enseignants volontaires à l'approche « Safe Schools ». Les EET ont permis à 1538 enfants, dont 791 filles, d'accéder à l'école. Les communautés et les acteurs du milieu scolaire ont été fortement impliqués dans la mise en œuvre des activités, tant pour décider de l'emplacement des sites que pour la mobilisation du co-paiement communautaire, assurant ainsi l'appropriation par la communauté.

Les communautés se disent heureuses d'avoir bénéficié des EET, qui ont permis d'offrir un espace d'apprentissage sécurisé aux élèves déplacés et de désengorger les écoles d'accueil préexistantes. Cependant, il est demandé aux communautés d'assurer un suivi constant de ces EET afin qu'ils soient durables et rentables.

Lutte contre la malnutrition aiguë au Niger

Au Niger, la zone géographique du programme est divisée entre les régions de Tillabéri et Tahoua : pour la région de Tillabéri, il s'agit des départements/communes d'Ayorou, Banibangou, Abala, Ouallam, Tillabéri, Say, Torodi, Téra, Gotheye, Bankilaré et pour la région de Tahoua, des communes de Tassara et Tillia. En ce qui concerne la situation nutritionnelle dans la zone, les taux de malnutrition aiguë en 2019 étaient de 8 % à Tillabéri et 13,3 % à Tahoua ; en 2020, 9 % à Tillabéri et 13,7 % à Tahoua et en 2021, 9 % à Tillabéri et 13,2 % à Tahoua.

L'UNICEF avait pour objectif de couvrir 20 % des besoins liés à la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans dans la zone du projet, compte tenu des fonds disponibles et pour maximiser l'impact. Dans le cadre de ce projet, l'UNICEF a concentré la contribution du programme conjoint dans les zones d'intervention des autres partenaires (du projet et utiliser les fonds du programme conjoint pour acquérir les principales ressources des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour le traitement de la malnutrition aiguë). En 2021, les partenaires du groupe technique sur la Nutrition estiment que la cible annuelle des cas attendus de malnutrition aiguë sévère dans la zone du programme conjoint sera de 19 530 cas. Cette même année, le bureau de l'UNICEF au Niger a pu contribuer aux soins de 24 747 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (11 903 filles et 12 844 garçons), dont 52 % (soit 13 053 enfants, dont 6 253 filles et 6 800 garçons) ont été pris en charge grâce à l'appui du programme conjoint. Sur la période visée, les indicateurs de performance (92 % de guérison ; 2 % de décès) sont conformes aux normes SPHERE (Guérison >75 % ; Décès < 3 % et Abandon < 15 %). La contribution a permis l'achat d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (5 964 cartons), tous les autres aspects de la gestion, y compris les médicaments essentiels, le suivi du programme et les fournitures ont été couverts par les ressources internes.



RÉSULTAT 6:

Les autorités locales ainsi que les communautés bénéficient d'appui logistique et les formations requises pour faire face aux chocs environnementaux et au changement climatique.

04 Résultats liés au domaine prioritaire 4 du programme conjoint: Renforcement de la résilience au changement climatique, réduction des pénuries de ressources naturelles et gestion des ressources naturelles.

Le résultat 6 a eu pour but à la fois de relever les défis de la région en matière de gestion des ressources naturelles et de réduction des risques de catastrophe et de planification de la relance des activités en améliorant les connaissances des communautés et des autorités locales. Les activités ciblées comprennent des sessions de formation sur la gestion durable des terres, en particulier les zones protégées, la conservation de la biodiversité et la gestion durable de l'eau; et la promotion du suivi et de la gestion des zones transfrontalières à l'aide de téléphones mobiles et d'autres applications. Des produits de connaissance seront également créés pour analyser l'impact du changement climatique, la vulnérabilité des communautés et de l'écosystème dans les zones d'intervention ainsi qu'un meilleur processus pour appréhender le changement climatique.

Les résultats contribuant à la réalisation du domaine de prioritaire 4 ont été atteints grâce à la collaboration du PNUD et de l'UNESCO avec le soutien de l'ALG. Les principaux résultats obtenus à ce jour sont décrits ci-dessous.

Protection de l'environnement et gestion des conflits liés aux ressources naturelles

Le PNUD au Burkina Faso a fourni une formation sur la cohésion sociale et la gestion des conflits dans le cadre de la gestion des ressources naturelles à 67 femmes et 17 jeunes à Tibabé; et 57 femmes à Thiou. La formation a permis aux bénéficiaires de se familiariser avec les politiques nationales régissant la gestion, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles au Burkina Faso. À l'issue de la formation, les femmes et les jeunes bénéficiaires ont été présentés aux chefs communautaires et traditionnels en tant que volontaires pour la médiation des conflits liés à la gestion des ressources naturelles dans leurs communautés respectives. Jusqu'ici, les efforts des médiateurs volontaires ont abouti à un calme relatif dans les communautés, aucun affrontement n'ayant été enregistré, notamment entre agriculteurs et éleveurs. La formation a été dispensée par des sociologues et des experts en élevage, agriculture et environnement. Le calme relatif dans les affrontements entre agriculteurs et éleveurs a également permis aux femmes et aux jeunes impliqués dans l'élevage et la culture de légumes de prospérer.

Du 11 au 13 novembre 2021 et du 15 au 17 novembre 2021, l'UNESCO a apporté son soutien à un atelier de renforcement des capacités des femmes et des jeunes des localités de Dori et Seytanga au Burkina Faso et de Tillabéry au Niger sur le suivi des effets du changement climatique et la gouvernance des ressources naturelles à travers la création d'une application mobile pour la région. L'UNESCO a aussi appuyé les femmes et les jeunes en tant qu'acteurs clés sur qui il faut compter pour la promotion de la protection de l'environnement, de la paix et de la sécurité à Liptako-Gourma. Cette activité de renforcement mise en œuvre avec l'ONG RECAC au Niger et La Voix Du Paysan au Burkina Faso a permis de mobiliser 30 participants de la commune de Seytenga et Dori au Burkina Faso et 30 participants de la commune de Tillabéry au Niger. Cependant, la formation du Burkina Faso qui était initialement prévue dans la commune de Dori a été délocalisée pour des raisons de sécurité.

La méthodologie de cette formation repose sur un dialogue constructif sur le retour d'information. Initialement, la formation a porté sur la connaissance de la gestion durable de l'environnement et des indicateurs de suivi environnemental dans les régions de Seytenga et Tillabéry. Pour s'adapter à l'ère numérique, le consultant a également identifié une application de géoréférencement et de numérisation (SW MAP) pour permettre aux participants de suivre les indicateurs environnementaux au sein de leur communauté. L'expert en informatique a formé les participants aux étapes du développement d'une application mobile. Les participants ont pu s'initier au développement d'applications mobiles. Au terme de cette formation, les participants ont vu leurs capacités renforcées sur les thèmes développés et ont pu développer deux applications mobiles par pays qui ont été mises en compétition pour récompenser la meilleure application mobile par pays.





Évaluation de l'impact collectif du programme conjoint

Dès sa conception, le principe sous-jacent du programme conjoint a été qu'il devrait être une plateforme pour les agences des Nations Unies, sous le leadership de l'ALG, en vue d'entreprendre conjointement des activités qui contribueraient aux quatre domaines prioritaires et aux six résultats du programme. On s'attendait à ce qu'en mettant en commun l'expertise technique, les capacités et les ressources, cette approche ouvre la voie à la réalisation d'un impact durable de manière efficace et efficiente. L'approche actuelle de mise en œuvre du programme conjoint offre des possibilités d'obtenir des résultats collectifs à travers trois dimensions.

La première dimension concerne les retombées géographiques. Celles-ci se produisent lorsque les agences du programme conjoint mettent en œuvre des activités dans des endroits distincts (parfois au-delà des frontières) qui ont des liens socio-économiques ou culturels profonds, sont situés le long d'une route commerciale stratégique, ou se trouvent confrontés à des défis communs tels que les conflits communautaires, le changement climatique et la migration. Ces activités n'ont pas seulement un impact sur les populations des sites d'intervention directe, mais elles bénéficient également aux communautés des zones voisines en raison des liens régionaux ou transfrontaliers entre les lieux. Ces retombées ont été rendues possibles par la conception et la mise en œuvre réfléchie d'activités le long d'axes géographiques adjacents, notamment Tillabéri (Niger), Thiou, Tetabi reliant Kaya (Burkina), des marchés régionaux pour les produits laitiers et agroalimentaires des coopératives de femmes et de jeunes établies par le programme conjoint. En outre, l'interaction et la coopération des femmes et des jeunes dans le marché et le commerce de l'agrobusiness peuvent favoriser la cohésion sociale et la paix entre les communautés le long de l'axe de la route commerciale. Cet aspect doit être correctement analysé par une étude empirique pour en tirer des leçons.

La deuxième dimension de l'approche collective du programme conjoint concerne la complémentarité thématique. Celle-ci se manifeste, même si elle est limitée à la réalisation d'activités conjointes, par la mise à profit de leurs domaines d'expertise technique respectifs pour contribuer à un produit/résultat commun. Il

s'agit d'un principe fondamental qui sous-tend la conception du programme conjoint - reconnaissant le fait que les défis auxquels sont confrontées les communautés de la région de Liptako-Gourma sont trop complexes, multidimensionnels et interconnectés pour que les agences des Nations Unies continuent à mettre en œuvre des projets compartimentés et cloisonnés dans leurs domaines de compétence, et qu'elles devraient plutôt travailler de concert - le programme conjoint a été conçu comme un mécanisme permettant de concrétiser cette idée. La collaboration du HCDH, de l'ONUDC et de l'UNESCO dans la mise en œuvre d'activités liées aux droits humains, à l'extrémisme violent et à l'éducation à la paix est un exemple qui donne du crédit à cette assertion.

En effet, le succès repose sur le fait que le leadership du HCDH, conjointement avec l'ONUDC et l'UNESCO, a placé la mise en œuvre des activités conjointes au cœur de leurs activités en cours. Cela s'est fait en veillant à ce que les valeurs des droits humains soient intégrées de manière centrale dans l'analyse conjointe avec l'ONUDC et l'UNESCO, car la définition des défis identifiés dans la région offre un espace idéal pour la collaboration. Ainsi, les activités planifiées et en cours sont mises en œuvre de manière conjointe dans une logique de complémentarité et de synergie des interventions, mais aussi de valorisation des résultats qui peuvent renforcer l'action globale des Nations Unies et de ses partenaires du programme conjoint pour la région de Liptako-Gourma. Sur la base de cette approche, le HCDH, a jusqu'à présent organisé conjointement avec l'OCHA la mise en œuvre d'activités sur la coordination civilo-militaire; et travaille actuellement à la mise en œuvre d'activités conjointes avec l'ONUDC et l'UNESCO notamment sur l'information et la sensibilisation des élus locaux, des autorités administratives et de la population, sur les droits humains et la pratique de la coopération transfrontalière pour une meilleure cohésion sociale; l'accès à la justice et les moyens de recours dont disposent les populations, notamment les plus vulnérables. La mobilisation des mêmes acteurs ainsi que l'harmonisation et la complémentarité des approches sur les mêmes périmètres d'intervention, permettent d'assurer une approche cohérente avec les partenaires sur le terrain, de soutenir l'engagement requis pour des résultats générant un changement positif ressenti par les populations.

La troisième dimension de l'approche collective du programme conjoint concerne l'impact cumulatif (investissement). Le programme conjoint a été conçu pour s'appuyer sur des programmes et des projets qui étaient ou sont encore mis en œuvre dans la région de Liptako-Gourma, et ses résultats influenceront les décisions politiques et de programmation dans les années à venir. À bien des égards, le programme conjoint a déjà démontré

son effet multiplicateur et a commencé à catalyser un désir croissant de la part des donateurs et des partenaires de développement de passer à une approche régionale, comme en témoignent les fonds mobilisés par le Japon pour le projet régional « Trade for Peace » (2 millions de dollars US, qui a été inspiré par le programme conjoint), ainsi que par la Corée du Sud (1 million de dollars US) pour renforcer les priorités et les résultats du programme conjoint.

Bien que le programme conjoint ait fait de modestes progrès de diverses manières pour soutenir les communautés de la région de Liptako-Gourma en renforçant les capacités, en promouvant l'accès à la justice, en consolidant la paix, en prévenant les crises, en renforçant la paix fragile dans la région, en promouvant les emplois et les moyens de subsistance, en améliorant la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau, l'agrobusiness et en contribuant à la gestion des ressources naturelles, à l'adaptation au climat et aux politiques. Ce point ne saurait être trop souligné.

Néanmoins, le pouvoir de la prestation collective doit être renforcé, consolidé et appliqué de manière cohérente tout au long de la mise en œuvre. Plus précisément, et entre autres, cela nécessite de renforcer les principes fondamentaux du programme conjoint qui sont : l'analyse conjointe, la planification ponctuelle, le ciblage, la concentration géographique, le suivi conjoint, les missions, la collecte des leçons et les boucles de retour d'information des communautés, le partage commun des connaissances, les synergies, la complémentarité, la cohérence et une forte coordination, l'appropriation commune des résultats et des impacts. Ces éléments n'ont pas été appliqués de manière cohérente au cours de la mise en œuvre du programme conjoint. Parmi les principales raisons, il y a non seulement les défis sécuritaires et les impacts de la COVID-19 qui ont fait que les partenaires de mise en œuvre n'ont pas pu physiquement planifier et s'engager dans des activités conjointement et au même moment comme requis. Cependant, les tendances inhérentes au « manque de coordination » des agences des Nations Unies elles-mêmes ont également joué un rôle important. Cette inertie est une nature séculaire de l'ONU qui a inspiré les réformes et à laquelle le programme conjoint a cherché à remédier dans la région du Sahel en soutenant la mise en œuvre de la SINUS. Reconnaisant cela, les partenaires de mise en œuvre du programme conjoint se sont engagés dans un processus en novembre 2021 pour corriger la trajectoire, ont entrepris un examen à mi-parcours des leçons et des défis afin de redéfinir l'intégrité « originale » du programme conjoint pour obtenir des résultats plus efficaces que la somme des parties des résultats obtenus individuellement par les agences d'exécution.

Corrections à apporter pour renforcer la mise en œuvre du programme conjoint

CORRECTION DE CAP

Dès le début, il a été reconnu que la mise en œuvre des activités sur le terrain serait confrontée à des défis en raison de la situation sécuritaire dans les zones ciblées pour la mise en œuvre. Le manque de données solides sur les paramètres de base pour étayer le cadre de résultats a également été identifié comme un élément qui doit être pris en compte et corrigé pendant la mise en œuvre. En effet, ces obstacles, associés aux impacts imprévus de la COVID-19, ont été rencontrés sur le terrain lors de la mise en œuvre, ce qui a nécessité plusieurs actions pour faire avancer le programme.

Tout d'abord, la réunion des partenaires de mise en œuvre s'est tenue du 17 au 19 novembre 2020 à Bamako avec des objectifs spécifiques pour (i) réexaminer les zones d'intervention prévues pour la mise en œuvre du programme (2018/19-2020) et évaluer les capacités des partenaires à réaliser les activités malgré les problèmes de sécurité dans certaines zones; (ii) examiner et évaluer les progrès réalisés dans les activités du plan de travail intégré pour la mise en œuvre du programme pour l'année 2020 et discuter des activités prévues pour 2021 (iii) identifier et relever les défis qui entravent les progrès dans la mise en œuvre. L'un des principaux résultats de la réunion a été la recommandation faite à tous les partenaires de mise en œuvre d'élaborer et de mettre en œuvre immédiatement des plans d'action prioritaires pour toutes les activités afin d'en accélérer la réalisation. Il s'agissait notamment de trouver des moyens novateurs de contourner les problèmes de sécurité et les obstacles liés à la COVID-19 (dans le respect du devoir de diligence et des protocoles nationaux) pour faire avancer les causes de la mise en œuvre des activités. Cette recommandation a été pleinement suivie par les partenaires de mise en œuvre, notamment en faisant appel à des partenaires locaux responsables opérant déjà dans des zones de sécurité à haut risque ainsi qu'à des plateformes en ligne (dans le cas des formations professionnelles). Cela a permis d'atteindre un taux d'exécution du programme

actuel de 57 %, contre seulement 17 % en novembre 2020.

Ensuite, la reconnaissance de la nécessité de prendre des mesures immédiates pour entreprendre un processus approfondi de corrections afin de revoir les éléments fondamentaux du programme conjoint qui sont essentiels à l'optimisation des résultats ainsi qu'au renforcement de l'efficacité et de la cohérence des impacts collectifs envisagés par les agences des Nations Unies. Ces éléments comprennent une mise à jour du cadre des résultats et des ressources, une analyse conjointe pour guider la mise en œuvre en cours ainsi que des plans de travail annuels basés sur des activités de recherche intégrées dans le programme conjoint, une planification conjointe du travail, une planification conjointe des missions, une coordination renforcée pour des synergies et une cohérence efficaces, un cadre de suivi et d'évaluation plus solide comprenant une recherche-action et des boucles de retour d'information des bénéficiaires pour renforcer les résultats et les impacts. Pour y parvenir efficacement, l'agence de coordination (le PNUD) a commandité un examen à mi-parcours afin d'évaluer la mise en œuvre à la lumière des corrections apportées, d'identifier les domaines d'amélioration et de déterminer les actions palliatives pour améliorer les résultats. L'examen à mi-parcours a abouti à une retraite stratégique en novembre 2021, suivie d'un atelier de suivi et d'évaluation en janvier 2022, en restant optimiste quant à la possibilité de corriger les problèmes rencontrés au cours de la dernière année du programme. Les résultats de l'atelier ont permis d'identifier des indicateurs et des méthodes de collecte de données. Bien que des problèmes de logistique et de capacité subsistent pour répondre à ces exigences en matière de données, des efforts sont déployés pour mesurer et quantifier de manière adéquate les progrès réalisés et évaluer l'efficacité des activités mises en œuvre, sans se contenter d'indiquer si l'activité a été achevée ou non.



Résumé des recommandations de l'examen à mi-parcours

- 01** Fournir un soutien organisationnel et formaliser les pratiques de gestion adaptative : Le programme conjoint a déjà adopté de nombreuses pratiques de gestion adaptative comme moyen de surmonter les défis auxquels il est confronté dans sa mise en œuvre. Cette capacité de chacun des exécutants à innover et à répondre aux besoins des bénéficiaires est l'un des principaux atouts du programme conjoint. À l'avenir, cependant, ces décisions doivent être plus clairement enregistrées et communiquées pour assurer la coordination et la responsabilisation.
- 02** Établir un processus consolidé de collecte et de partage des données et des connaissances pour renforcer l'analyse et l'exécution conjointes : La mise en place du cadre commun axé sur les résultats sur une plateforme numérique commune accessible à tous, ainsi que le fait que chaque agence dispose de son propre dossier où les documents et rapports de programme peuvent être partagés, étaient attendus depuis longtemps. À l'avenir, l'utilisation de cette plateforme commune, ainsi que les autres moyens de coordination numérique tels que les groupes WhatsApp devront être continuellement socialisés et utilisés. La publication de tous les documents du programme conjoint, en particulier la recherche, sera également un élément important, en particulier lorsque le projet entrera dans sa phase 2.
- 03** Établir une approche commune du processus de suivi et d'évaluation et améliorer sa boucle de rétroaction concernant l'apprentissage : e processus de suivi et d'évaluation doit être plus robuste. Une base de référence commune quantifiable doit être établie. Ces ressources sont disponibles dans le rapport sur la vulnérabilité et doivent être complétées par rapport à l'indice de la matrice de gestion axée sur les résultats. Ce n'est qu'en établissant une base de référence et en l'alignant sur les indicateurs que l'extraction de données fiables sera possible.
- 04** Se consacrer à l'achèvement des projets en suspens et garantir l'achèvement et l'intégrité de la matrice de gestion axée sur les résultats : Bien que la majorité des projets du programme conjoint soient terminés ou presque terminés, il est nécessaire de consacrer des efforts à l'accélération de la mise en œuvre des activités retardées.
- 05** Maintenir l'accent sur le renforcement de l'appropriation et des capacités de l'ALG et aligner l'approche sur les priorités de développement nationales : Comme pour l'expérience du bassin du lac Tchad, l'amélioration des capacités de l'ALG sera un processus à long terme et crucial. Soutenir l'ALG dans son rôle de leadership, même si sa capacité actuelle est limitée, restera important. L'ALG devrait s'assurer que les intérêts locaux sont reflétés dans le programme des Nations Unies et que les préoccupations transfrontalières sont intégrées dans la conception des activités et des interventions. En tant que tel, il sera essentiel qu'au cours de la phase 2, la partie du projet relative au renforcement des capacités soit revue conjointement avec l'ALG en s'appuyant sur l'étude d'évaluation des capacités qui a été récemment menée.
- 06** Renforcer la coordination au sein du programme conjoint et la supervision stratégique : La coordination restera un défi étant donné le nombre d'acteurs et la complexité du programme. Cependant, l'utilisation des plateformes numériques en combinaison avec des réunions physiques régulières et un leadership qui rassemble les exécutants du projet autour d'objectifs communs et réalisables contribueront largement à améliorer la cohérence organisationnelle.
- 07** Sur le plan stratégique, le soutien du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le développement au Sahel avec l'appui du Secrétariat du programme conjoint et du Hub, sera important pour maintenir le soutien des équipes de pays des Nations Unies ainsi que des cadres supérieurs des agences au concept du programme conjoint. Ce soutien sera également nécessaire pour diversifier les sources de financement et maintenir le soutien politique parmi les États de la région.
- 08** Élargir les partenariats programmatiques : À mesure que le programme conjoint se développe, ses partenariats et ses capacités à collaborer avec des organisations extérieures à son écosystème immédiat se renforceront. Cela permettra d'éviter les doublons et d'accroître la complémentarité et les synergies.

Mesures prises à ce stade pour corriger les lacunes

Suite à l'examen à mi-parcours, les mesures suivantes ont été prises immédiatement afin d'entreprendre les corrections nécessaires pour renforcer le programme conjoint, son intégrité et l'impact des résultats envisagés.

- 01** **Revue MTR**
Organisation d'une retraite stratégique en novembre 2021 pour discuter de l'examen à mi-parcours, réfléchir à ses conclusions, convenir des mesures correctives et des principaux domaines à améliorer.
- 02** **Cadre des résultats**
Organisation d'une retraite sur le suivi et l'évaluation et l'apprentissage par l'action en décembre 2021 pour mettre à jour le cadre de résultats, la base de référence, l'organisation en groupes de résultats, l'évaluation et la compilation de listes d'études de recherche visant à guider la programmation continue et la planification du travail, etc. Sur cette base, l'ONUDC, le HCDH et l'UNESCO se sont engagés à analyser conjointement les actions collectives contribuant aux résultats 2 et 3 afin de déterminer les synergies et les complémentarités.

Les corrections sont un processus d'amélioration continue qui est toujours en cours.

Gouvernance et gestion du programme

Mise à jour financière détaillée

La structure du Bureau pour le Fonds fiduciaire multi-partenaires (MPTF) a été utilisée pour gérer les fonds du programme conjoint. Le MPTF a été efficace dans le transfert de tous les fonds alloués à chaque agence des Nations Unies participante - voir la Figure 3 ci-dessous. Cela a permis de positionner les activités en fonction de la disponibilité des fonds au début de la mise en œuvre, c'est-à-dire avant l'avènement de la COVID-19. En outre, le fait que toutes les agences disposaient des fonds alloués nécessaires a permis aux agences des Nations Unies de mettre en œuvre les activités sur le terrain dans la mesure du possible, malgré l'impact de la COVID-19. De plus, la disponibilité immédiate des fonds a permis la mise en œuvre d'un plan d'action prioritaire afin d'accélérer la mise en œuvre au moment opportun (1er trimestre 2020), lorsque la crise de COVID-19 a été quelque peu maîtrisée. A ce jour, l'exécution moyenne du montant total alloué de 8,3 millions de dollars est d'environ 52 %, bien qu'elle soit échelonnée en fonction de l'agence ONU et de son domaine d'intervention. L'état d'avancement de la mise en œuvre est présenté ci-dessous dans la Figure 3..

Fig. 3: La situation financière détaillée doit être fournie par MPTFO conformément à l'accord SAA.

Capacité en matière de ressources humaines pour la mise en œuvre

Le personnel fait rapport sur l’avancement du programme conjoint à l’équipe de coordination régionale basée à Dakar, au Sénégal, et à leurs chefs de bureau respectifs. L’équipe de coordination nationale partage les informations avec l’Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG). Les partenaires du programme conjoint ont assuré la liaison avec les ONG locales pour mettre en œuvre les activités sur le terrain et ont également mis en œuvre directement les activités dans les zones où cela était possible. Le HCDH est l’une de ces organisations ayant opté pour une mise en œuvre directe des activités sur le terrain. En 2021, l’agence a recruté deux points focaux au Niger et au Burkina Faso. Au Mali, en tant que bureau de pays du HCDH, la Division des droits de l’homme et de la protection de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été mobilisée pour soutenir le bureau régional sur le terrain. En outre, au niveau régional à Dakar, une équipe a été mise en place pour coordonner l’ensemble des activités afin d’assurer l’harmonisation des interventions dans les trois pays. Cette approche permet de s’assurer que les orientations stratégiques au niveau global sont bien traduites sur le terrain, mais aussi de comprendre les thèmes prioritaires et les préoccupations des populations cibles.

Ci-dessous figure un tableau des postes financés dans le cadre du programme conjoint:

Poste	Fonction	Lieu	Financement %	Remarques
Gestionnaire de programme	Gestion et coordination globales du programme conjoint	Hub Dakar	100 %	En poste
Programme Associate	Appui global au programme conjoint	Hub Dakar	100 %	En poste
Spécialiste S&E (IUNV)	S&E, suivi et production de rapport	Hub Dakar	100 %	En poste
Spécialiste Finances (IUNV)	Gestion financière	Hub Dakar	100 %	En poste
Communications Associate	Appui à la communication de l’ALG	ALG, Ouagadougou	100 %	En poste
Coordonnateur de programme (IUNV)	Coordination du programme et soutien au S&E pour l’ALG	ALG, Ouagadougou	100 %	Pas recruté

Capacités initiales pour la mise en place de l’Unité de soutien à la mise en œuvre (Bureau du Secrétaire Général Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel-OSCDS)

Le Programme Conjoint a fourni un soutien essentiel à la mise en place de l’unité de soutien à la mise en œuvre (ISU) pendant la transition vers l’actuel Bureau du Secrétaire Général de la Coordination Spéciale pour le Développement au Sahel (OSCDS). Le soutien a porté sur les capacités du personnel D1 (chef de bureau), P5 (coordinateur de programme) et les activités opérationnelles pour la transition de l’OSCDS vers l’ancien Bureau du Conseiller Spécial pour le Sahel (OSAS). En plus de l’utilité cruciale des capacités pour le processus de transition, le soutien a également permis de maintenir l’élan et de consolider les réalisations de l’OSAS en tant que piliers de la vision renouvelée de l’OSCDS. En outre, en soutenant l’OSCDS avec une capacité initiale, SIDA a été repositionnée comme le partenaire le plus stratégique pour la mise en œuvre de la SINUS. Et l’OSCDS se réjouit de renforcer encore ce partenariat à l’avenir.

S&E et production de rapport

Le document de projet du programme conjoint stipule des exigences spécifiques en matière de production de rapports, à savoir la soumission de rapports d’avancement trimestriels, de rapports annuels et du rapport final. Jusqu’à présent, ces rapports n’ont pas pu être soumis à la fréquence initialement convenue - l’équipe du programme a soumis un projet de rapport d’avancement en novembre 2021, avant la retraite stratégique qui s’est tenue à Saly, au Sénégal, le même mois. Au moment de la rédaction de ce rapport (mai 2022), l’équipe de coordination régionale est en train de compiler les rapports de chaque agence dans un rapport consolidé (le présent rapport) pour la période allant de novembre 2019 à décembre 2021. Le non-respect du cycle de production des rapports peut être attribué à la capacité de l’agence à consacrer des ressources à la présentation des résultats en temps voulu.

Le document de projet prévoit également l’élaboration d’un plan de suivi et d’évaluation au début du programme conjoint pour établir des indicateurs, des bases de référence et des objectifs. Cependant, cela a pris du retard et doit donc être résolu immédiatement en s’assurant que les agences fournissent des points focaux de suivi et d’évaluation dédiés pour accomplir cette tâche. Dans l’ensemble, les aspects de suivi et d’évaluation du

programme conjoint ont rencontré des difficultés liées à l’accessibilité (principalement en raison de l’insécurité dans les zones cibles) et aux capacités. En ce qui concerne ce dernier point, chaque agence devrait disposer d’un personnel de suivi et d’évaluation dont la tâche spécifique devrait être de garantir la qualité des données et la documentation adéquate de l’impact du programme à différents niveaux. Cependant, la mise en place initiale des agences n’a pas toujours permis d’allouer des ressources humaines adéquates à cet élément important de la gestion des programmes. Reconnaisant le besoin urgent de renforcer les capacités de base en matière de S&E des équipes de programme (aux niveaux régional et national) afin d’assurer une identification, une collecte, une analyse et une application plus systématiques des données, les agences ont désigné des points focaux en janvier 2022 qui supervisent désormais la collecte des données de leur agence pour les activités et veillent à ce que la documentation soit diffusée auprès de l’équipe régionale et des autres partenaires du programme.

Maintenant que les points focaux des agences ont été désignés, le responsable M&E de l’équipe de coordination travaille avec eux pour remédier aux diverses lacunes du plan de suivi et d’évaluation. L’un des principaux points à discuter lors de l’atelier est le rôle de l’ALG dans la conception d’un cadre structuré pour la gestion des connaissances ainsi que sa capacité à gérer sa propre collecte de données à l’avenir. L’ALG devrait idéalement être capable de concevoir une stratégie de collecte de données qui peut inclure des enquêtes avant les sessions de formation, des études de perception par les bénéficiaires et le suivi de l’impact après l’achèvement, mais doit être adaptée pour répondre aux besoins et au contexte de chaque activité de mise en œuvre. La collecte de données doit s’accompagner de la production et du partage systématique de connaissances, tant sur l’expertise acquise que sur les défis à envisager dans des situations similaires. Ce partage doit se faire à la fois entre les partenaires du programme conjoint et avec les communautés ciblées. Pour renforcer la collecte de données et le partage de connaissances, les agences de l’ONU devraient s’appuyer sur la collecte de données nationales et la production de connaissances des partenaires de mise en œuvre. Toutes les données et connaissances collectées doivent converger vers une base de données harmonisée et partagée. Cette base de données permettra d’identifier les domaines dans lesquels des progrès notables ont été réalisés dans le champ d’action du programme conjoint. Les facteurs qui ont permis une mise en œuvre effective peuvent être identifiés et intégrés dans la conception des futurs projets. Cette nouvelle stratégie de gestion centralisée des connaissances servira également de base à un ensemble standardisé de procédures de suivi et d’évaluation, organisées par thème et orientées vers l’affinement de la preuve de principe du projet conjoint. Le nouveau système standardisé de suivi et d’évaluation aura des indicateurs adaptables pour s’aligner sur l’approche intégrée du projet. Le Hub de Dakar du PNUD collabore actuellement avec des partenaires de développement, des OSC et le secteur privé pour concevoir conjointement cette plateforme en utilisant ses propres ressources.

Communications

Jusqu’ici, le programme conjoint n’a pas eu de stratégie de communication cohérente, en partie parce que l’équipe de coordination régionale a dû compter sur les agences et les bureaux de pays pour fournir des supports de manière ad hoc, au fur et à mesure des activités. Pour adopter une approche plus proactive de la communication, l’équipe de coordination régionale du programme conjoint a actuellement développé une stratégie de communication pour le reste de la période de mise en œuvre. Celle-ci comprendra des livrables spécifiques pour faire entendre la voix des communautés du Liptako-Gourma que le programme conjoint a soutenues et démontrer l’impact tangible du programme. Ces livrables comprendront des clips vidéo, des portraits de bénéficiaires, et d’autres moyens créatifs de mettre en lumière certains des changements positifs apportés par le programme conjoint. Plus important encore, la communication des résultats du programme sera axée sur la façon dont les agences ont mutualisé leurs forces sur le terrain pour produire un impact tangible, conformément à l’esprit du programme.

Le public cible de la communication externe sera identifié pour adapter l’approche de communication. Par exemple, les informations clés que les nouveaux donateurs potentiels cherchent à connaître peuvent être différentes des informations que les bénéficiaires cherchent à connaître. Pour chaque catégorie du public cible identifié, une stratégie de communication décrivant les plateformes à utiliser, les partenariats à exploiter, les informations clés à partager et les types de contenu à partager (par exemple, les vidéos et les articles de journaux peuvent avoir plus d’impact sur les bénéficiaires, mais les donateurs peuvent préférer les fiches d’information qui consolident l’impact d’une initiative en cours). Il est important de noter qu’une stratégie de communication efficace doit s’aligner sur les boucles de retour d’information des bénéficiaires. Les bénéficiaires doivent être en mesure de participer aux discussions en cours sur le programme. Il va sans dire que l’absence de plan d’action de communication ne signifie en aucun cas l’absence de résultats

concrets pouvant déjà être rapportés. En plus du narratif dans la section des résultats, quelques histoires et photos de terrain centrées sur l’humain ont été annexées à ce rapport.

Coordination/intégration

Le document de projet du programme conjoint décrit les mécanismes régionaux et nationaux dédiés à la gestion et à la coordination du programme. Le Comité de pilotage est responsable de la supervision globale du programme conjoint, en fournissant des orientations et des recommandations pour s’assurer que les résultats du programme sont atteints comme stipulé dans le document de projet. Le CP assume un rôle de décision, y compris le pouvoir de proposer des changements aux interventions du programme conjoint sur la base des documents soumis par le Comité technique. Le CT est présidé par le PNUD et veille à la mise en œuvre opportune des activités ainsi qu’à leur cohérence. Il s’agit également d’un forum permettant de discuter des défis et d’envisager des solutions. Le document de projet souligne également le rôle du PNUD en tant qu’«agent coordonnateur» qui sera responsable de la coordination générale du programme, des activités menées par l’ALG, de l’organisation de missions conjointes sur le terrain, ainsi que de la production de rapports et du suivi et de l’évaluation au niveau global.

La première a eu lieu au début du programme conjoint au Burkina (octobre 2018), la deuxième après la COVID-19 a eu lieu à Niamey, Niger en juillet 2021; la troisième est maintenant prévue au Mali-Bamako en mai 2022. Les recommandations et le suivi de la dernière réunion du COPIL sont joints en annexe 1 du rapport. Un résumé des recommandations de la 3e réunion du COPIL est joint en annexe 2.

Jusqu’ici, les réunions du CT ont eu lieu de manière plutôt ad hoc, mais en respectant largement la fréquence mensuelle convenue. Ces réunions ont permis de coordonner les activités entre les agences et de trouver des synergies, d’échanger des informations et de discuter de solutions collectives. Certaines réunions du CT ont eu lieu en ligne, pour des raisons d’efficacité et en raison de la pandémie de COVID-19. À l’avenir, il conviendra de rechercher une participation plus large des membres du CT (comme indiqué dans le document de projet). En tant que présidente du Comité directeur, l’Autorité du Liptako-Gourma (ALG, dirigée par son Scrétaire exécutif) doit être le fer de lance de la coordination et du leadership du programme. En tant que principale organisation intergouvernementale de la région, l’ALG est la mieux placée pour coordonner les efforts nationaux visant à résoudre les conflits prolongés, les problèmes de déplacement, les effets du changement climatique et d’autres risques. Le programme conjoint a été conçu pour soutenir le rôle de l’ALG compte tenu de ses problèmes de capacité institutionnelle. L’idée est de renforcer les capacités de l’ALG pour qu’elle puisse éventuellement coordonner et mettre en œuvre de manière indépendante les activités du programme. Depuis lors, le PNUD a fourni un soutien aux capacités de l’ALG de diverses manières, notamment par le biais de véhicules, d’équipements, de SIG et de conseils techniques. Bien que le PNUD ait estimé qu’il était nécessaire de déployer toutes les capacités de coordination et de suivi et d’évaluation du programme aux côtés du Coordonnateur principal de l’ALG, cette dernière n’est pas de cet avis et préfère tirer parti de ses capacités internes. Cette situation n’est pas propice à la coordination des programmes de l’ALG et, par conséquent, le déploiement de toutes les capacités de coordination et de suivi et d’évaluation des programmes est toujours recommandé. L’ALG et les agences du programme conjoint (dirigées par le PNUD qui est responsable de la gestion des fonds alloués à l’ALG) ont développé une définition commune et partagée de la coordination qui sous-tend la collaboration entre les deux. Une unité de coordination logée au sein de l’ALG, alignée sur sa structure existante en tant que complément, avec un point focal de chaque pays peut permettre la coordination transfrontalière. Les points focaux fonctionnent comme des représentants des priorités nationales et peuvent façonner la coordination et la collaboration transfrontalières. L’unité de coordination sera chargée d’aligner les initiatives actuelles des Nations Unies sur le plan stratégique de l’ALG.

Les systèmes ou canaux de coordination doivent être standardisés et partagés entre les agences et toutes les autres parties prenantes. La coordination permanente entre les points focaux n’est que la première étape. Les équipes de gestion de chaque agence doivent recevoir des informations actualisées sur la mise en œuvre du programme conjoint. Cette démarche permet la participation des équipes de gestion aux efforts de coordination.

Les projets transfrontaliers nécessitent une coordination pour garantir l’impact des interventions. Si les parties prenantes conçoivent et mettent en œuvre des activités en se basant uniquement sur les frontières nationales, cela compromet la capacité des équipes de mise en œuvre à répondre aux dynamiques qui émergent dans toute la région. La coordination transfrontalière facilite la rapidité de réaction aux dynamiques en mutation. La coordination transfrontalière est nécessaire au sein des agences des Nations Unies, entre les agences des Nations Unies et leurs partenaires locaux et entre les agences des Nations Unies et l’ALG pour augmenter la

probabilité d’une mise en œuvre transfrontalière efficace.

En ce qui concerne la communication interne, la gestion des connaissances et la collaboration sur le terrain sont compromises par un manque de communication efficace entre les agences des Nations Unies, les partenaires locaux et l’ALG, mais aussi entre les niveaux de mise en œuvre et de gestion, et la communication avec les niveaux supérieurs (donateurs, hauts responsables des Nations Unies, ministères). Une stratégie de communication devra être développée et devra spécifier les informations qui doivent être partagées de manière cohérente avec les différentes parties prenantes. Cela facilite le suivi au niveau régional et s’alignera sur d’autres recommandations visant à développer un processus de production de rapports clair basé sur le cadre de suivi et d’évaluation.

Sécurité et accessibilité

Initialement, les communes de Thiou (Région Nord) et Titabé (Région du Sahel) ont été sélectionnées comme zones d’intervention. Ces communes sont incluses dans la version finale du document du programme conjoint. Compte tenu de l’insécurité qui régnait dans ces deux localités à l’époque, le Gouvernement du Burkina Faso, à travers le Ministre en charge de l’Administration territoriale, a adressé en octobre 2020 une lettre à l’Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma pour que le BIT et l’UNESCO interviennent dans les régions du Nord (Ouahigouya), du Centre-Nord (Kaya) et de l’Est (Fada N’Gourma). Il a également été recommandé au début du programme que la région Est du Burkina Faso ne soit pas accessible aux agences des Nations Unies en raison de l’insécurité sporadique croissante dans la région. Compte tenu de la dimension sécuritaire fluctuante, une forte collaboration avec les forces de défense et de sécurité des trois pays membres et le recours à l’expertise locale ont été utilisés pour mettre en œuvre des activités dans les zones sensibles aux conflits.

Les agences ont indiqué que les partenariats avec les ONG locales sont essentiels pour surmonter les problèmes de sécurité liés à la mise en œuvre. Les ONG locales, comme celles de la Coalition citoyenne pour le Sahel, ont des connaissances et une expérience de la mise en œuvre malgré la dynamique évolutive de la région du Liptako-Gourma. En outre, elles peuvent avoir établi une communication avec les dirigeants locaux qui permet aux ONG de continuer à mettre en œuvre leurs efforts indépendamment de la dynamique du conflit. De tels partenariats locaux sont essentiels et permettent à l’ONU de bénéficier de l’expertise locale. La pandémie de COVID-19 a constitué le deuxième défi majeur. Elle a ralenti les interventions et a nécessité une reconfiguration des stratégies de mise en œuvre, notamment un plan de mise en œuvre accélérée approuvé par le Comité directeur en janvier 2021. Les réponses des agences de l’ONU dans le contexte de cette crise ont été efficaces et ont fourni de meilleures pratiques transférables là où l’atténuation des risques est nécessaire.





Enseignements tirés de la mise en œuvre

Dans l’ensemble, le programme conjoint est ambitieux. C’est le premier du genre mis en œuvre dans le cadre de la SINUS avec huit (8) agences, l’UNICEF, le PNUD, l’ONU-Femmes, le HCDH, l’ONUDC, l’UNESCO, le BIT et la CEA, travaillant au niveau régional dans trois pays - Burkina, Mali et Niger. De plus, étant donné le nombre d’agences impliquées, les défis de coordination des agences des Nations Unies sont redoutables. Et il en va de même pour l’ALG pour la réalisation globale et effective du programme conjoint.

Un domaine clé de l’efficacité du programme conjoint a été sa conception pour maximiser les impacts par une délimitation des zones géographiques d’intervention au niveau des communes pour se focaliser sur les interventions conjointes des agences des Nations Unies. Cependant, pour un meilleur ciblage et une meilleure efficacité des résultats, les Nations Unies auraient dû rendre cela opérationnel par une analyse conjointe (plutôt qu’une analyse individuelle) pour sélectionner les communes ciblées afin d’obtenir des résultats collectifs. Ceci doit être corrigé pour des améliorations continues dans la mise en œuvre du PTA 2022.

Dans son approche, le succès de la mise en œuvre est dû à la définition de résultats collectifs conjoints dès le début, à l’analyse conjointe, à la planification conjointe, à la concentration des efforts dans des zones d’intervention géographiques délimitées et à l’appropriation conjointe des résultats par les bénéficiaires communautaires, les autorités locales, l’ALG et les agences de mise en œuvre des Nations Unies. Cette approche a le potentiel de bénéficier du lien entre l’humanitaire et le développement sur le terrain, qui peut être exploité à travers les communautés frontalières pour contribuer à atteindre des impacts de développement régional.

A ce jour, l’application de l’approche collective conjointe a été plus réussie dans le cercle du Mali qu’au Burkina et au Niger. Au Mali, notamment dans les zones géographiques de Mopti, Koro et Douentza, les agences des Nations Unies chargées de la mise en œuvre sont en mesure de coordonner leurs actions sur le terrain par le biais d’un processus systématique d’analyse conjointe, de planification et de répartition des tâches afin de renforcer les synergies et la cohérence des résultats. Le succès de cette démarche repose sur la mise en place d’une structure de coordination active dirigée par un responsable de terrain Nexus et les bureaux respectifs des maires. Ceci est soutenu par un plan d’action consolidé développé avec les autorités locales qui sont suivies de manière cohérente ; et renforcé par un accès sécurisé au terrain avec l’aide des forces de la MINUSMA. Ainsi, la différence fondamentale dans le succès de l’approche conjointe du Mali est l’existence d’une structure de coordination qui fonctionne bien, soutenue par les autorités locales et renforcée par l’application cohérente des plans d’action développés sur la base de la division du travail. Cette leçon sera appliquée au Burkina et au Niger pour renforcer les approches collectives de JP dans ces milieux de la région de Liptakogourma

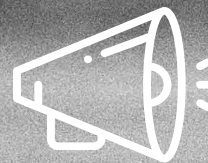
La mobilisation des mêmes acteurs et l’harmonisation et la complémentarité des approches sur les mêmes périmètres d’intervention, permettent d’assurer une approche cohérente avec les partenaires sur le terrain, pour soutenir l’engagement nécessaire à des résultats générant un changement positif ressenti par les populations. La nécessité de renforcer les synergies, la coordination sur le terrain pour renforcer les résultats et les impacts pour les bénéficiaires.

Parmi les enseignements tirés de la mise en œuvre pour des améliorations continues en vue de l’achèvement de la phase 1 du programme conjoint, on peut citer les suivants:

- La nécessité de renforcer la visibilité du programme conjoint, y compris auprès des autorités locales et des communautés.
- La nécessité de renforcer la coordination entre les autorités locales, les autres partenaires sur le terrain et les agences des Nations Unies sous le leadership de l’ALG. À cette fin, il a été proposé d’établir des plateformes de coordination dans chaque pays.
- La nécessité de renforcer le suivi, la planification et l’analyse conjoints pour renforcer l’intégrité du programme conjoint et optimiser la cohérence, les synergies et la complémentarité des agences de mise en œuvre.
- La nécessité d’élargir le partenariat pour la mise en œuvre des activités, y compris avec la société civile et d’autres organisations communautaires, afin de renforcer les synergies des résultats et des impacts des activités similaires au nom des communautés bénéficiaires.
- Pour de meilleurs résultats, les agences doivent entreprendre une analyse conjointe des activités, même au niveau local/communautaire, pour permettre un meilleur ciblage, des complémentarités et des synergies. Idéalement, cela devrait se faire sur les mêmes sites sélectionnés pour les impacts.
- Les capacités du Secrétariat de l’ALG doivent être renforcées en termes de ressources humaines pour soutenir la coordination du programme, la centralité de la collecte de données, la gestion des connaissances et l’analyse pour permettre la durabilité de ces produits de connaissances ainsi que l’aide à la prise de décision fondée sur les résultats des autorités locales du Liptako-Gourma.
- Pour augmenter le nombre de bénéficiaires, trouver des moyens de tirer parti de la formation numérique et du développement des compétences transversales par le biais des TIC comme les téléphones androïdes et les tablettes. Cette approche du partage des connaissances et du développement des compétences permettra de limiter les risques de contamination de la communauté par la COVID-19 et d’exposition aux conflits armés.
- Avoir des points focaux au niveau des communes d’intervention permettrait de faciliter la mise en œuvre des activités et permet de poursuivre leur mise en œuvre même si la zone est inaccessible.
- Sur le terrain, il est important de se concentrer sur l’acceptation de la communauté pour faciliter la mise en œuvre des activités. Les communautés sont les premières à protéger les acteurs de mise en œuvre si elles sont impliquées dans le projet et se l’approprient.
- La nécessité de toujours solliciter la contribution et l’appui des partenaires (ONG, services techniques) travaillant dans les domaines de la cohésion sociale, de la paix et du vivre ensemble pour améliorer la qualité des interventions sur le terrain.
- L’implication des autorités administratives, locales, coutumières et des représentants des services techniques en tant que parties prenantes est un gage d’appropriation des interventions et de pérennisation des acquis.

Actions prioritaires pour 2022

Activité	Période (2022)					
	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct+
Soumission du rapport de réalisation 2019-2021						
Session de travail des partenaires sur l’analyse conjointe des études socio-économiques, politiques, de sécurité et de développement en cours (NB: prise en compte des études, des recherches sur le terrain, des études récentes publiées par l’ISS, l’OCDE, etc. de la région du Sahel et du Liptako-Gourma). Cela permettra de planifier le travail et de mettre en œuvre les 2022 activités sur le terrain.						
Finalisation du plan de travail pour 2022. Cela inclut les activités en cours, engagées et celles du fonds coréen pour renforcer les résultats existants						
Déploiement d’une stratégie de communication et de visibilité pour la mise en valeur et la capitalisation des résultats obtenus - au niveau communautaire et régional						
Évaluation des résultats - réalisations, impacts communautaires, leçons apprises, exigences du CAD de l’OCDE, etc.						
Préparation et soumission du projet de rapport de réalisation 2022						
Réunion du COPIL						
Soumission du rapport final de réalisation y compris le rapport d’évaluation						
Processus de planification de la phase 2						



« L'information, si elle n'est pas bien traitée, peut elle-même être une source de conflit et compromettre la cohésion sociale », a déclaré M. Ibrahim Sanou, un journaliste participant à un atelier régional organisé par l'UNESCO avec l'ONG FAMEDEV au Mali dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent et de la promotion de la cohésion sociale. En tant que bénéficiaire de la formation, il a déclaré qu'il était désormais en mesure de « produire un meilleur contenu et de travailler à l'atténuation des effets des conflits communautaires ». **M. Abdoul Zoungrana**, de la radio Djawoampo de Bogandé, connu pour ses émissions de sensibilisation sur le vivre ensemble et la promotion de la paix, a insisté sur la nécessité pour les médias de « savoir choisir et appréhender les angles de traitement de l'information en temps de crise pour être des outils de développement de la région ». Cela fait partie, selon lui, de la notion de responsabilité sociale du journaliste qui a été bien abordée lors de la formation. Pour ces journalistes, cette initiative replace la pratique de leur métier dans le cours du changement, en leur rappelant que leur mission n'est pas de régler les conflits, mais de diffuser des informations exactes et impartiales dans le cadre d'une bonne pratique journalistique. Cela peut souvent conduire à la réduction des conflits.

« J'ai trouvé cette formation très utile et pertinente, car elle m'a permis d'acquérir plus de connaissances

sur l'environnement, de définir ses composantes et de connaître son importance pour définir les indicateurs de suivi environnemental. Les outils mis à notre disposition pour le développement de l'application seront bénéfiques pour mon équipe et moi afin que nous puissions développer une application qui nous permettra de faire un suivi environnemental plus efficace ». - Témoignage de Hamidou Djibo Salma (étudiant en économie à l'Université A M de Niamey/membre de l'AJSPD/ conseiller élu de la commune de Dantchandou).

Madame HIEN née TRAORE Nida Blanche, Directrice Régionale de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi de la région du Centre-Nord (Kaya)

« Les formations développées par le BIT sont la bienvenue dans la région du Centre-Nord dans ce sens qu'elles ont permis aux jeunes d'apprendre beaucoup de choses à savoir les techniques de production et de conservation de la tomate et de l'oignon. Parmi les jeunes qui ont pris part à ces formations, il y avait des PDI (personnes déplacées internes) et vous savez que le Centre Nord est la deuxième région après le Sahel à abriter des PDI. C'est vraiment une bonne chose car les formations vont permettre aux jeunes de faire beaucoup de choses et même approcher d'autres structures qui peuvent les accompagner. Les formations

développées répondent aux priorités du gouvernement dans la région du Centre – Nord car quand on prend la classification des créneaux porteurs d'emploi, il y a l'agriculture et l'élevage. La plupart des jeunes formés vivent de l'agriculture et de l'élevage. Les formations sont capitales car elles permettent aux jeunes d'avoir des notions pour mieux parfaire ce qu'ils faisaient avant. Je suggère que de telles initiatives se multiplient dans la région du Centre-Nord. Quand je prends le répertoire des jeunes dans la région, les statistiques sont énormes. Les jeunes espèrent avoir un lendemain meilleur. Le plaidoyer que je fais est que des partenaires puissent se lancer dans la formation des jeunes. Suite aux attaques que le Centre – Nord connaît, on assiste à un accroissement des PDI. D'où la nécessité de multiplier de telles formations dans la région ».

« Je m'appelle Adjara Ouédraogo. Je suis au secteur 1 de Ouahigouya. J'ai appris comment produire la pomme de terre, comment conserver l'oignon, comment faire une pépinière. J'ai aussi appris comment me protéger des produits dangereux que l'on utilise dans les champs et comment éviter les maladies. On a aussi appris comment gérer notre argent, comment créer une coopérative. Je suis satisfaite des formations reçues. Les formations vont changer ma vie car avant je n'avais pas de connaissances. Après ces formations, je vais produire la pomme de terre ».



“

Madame Adjara Ouédraogo
résidant au secteur 1 de
Ouahigouya



“

M. Mounourou Tao, résidant au
secteur 1 de Ouahigouya

Résultats
Instantané





Programme des Nations unies pour le développement
Hub Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Point E, Complexe Citamil, Immeuble E
Dakar - Senegal

Connectez-vous avec nous

    @UNDPWACA
www.undp.org/africa

© UNDP 2022

